

étranger

LE TRAITÉ SALT 2 SERA SIGNED LE 15 JUIN

Le traité SALT 2 sera signé le 15 juin. Cette date est indiquée dans un message du président Carter remis par sa femme, Rosalynn, jeudi 10 mai, au président de la République italienne. La visite prévue à Rome, Mme Carter était reçue en audience par le président Scelba. Annonce de source italienne, la date du 15 juin a été confirmée par l'ambassade des États-Unis à Rome.

Le lieu du sommet Brejnev-Carter, pendant lequel sera signé le nouveau traité américano-soviétique sur les limitations des armements stratégiques, n'est pas encore fixé, mais un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a indiqué jeudi à un journaliste suédois que Stockholm lui paraissait satisfaisant.

● A PEKIN, le vice-premier ministre chinois, M. Deng Xiaoping, interrogé par des journalistes américains sur la confiance que l'on pourrait accorder à l'U.R.S.S. sur le respect du nouvel accord SALT, a répondu : « Comme je l'ai dit à Washington et ailleurs, nous ne sommes pas opposés à un accord SALT, mais nous pensons que vous ne devriez pas placer une

confiance aveugle dans un accord, non pas seulement celui-ci mais tout accord, pour freiner l'expansionisme de l'Union soviétique ».

● A BONN, M. Genscher, ministre des affaires étrangères, a estimé que SALT 2 constitue une très importante contribution à la stabilisation de la paix dans le monde ».

L'Union soviétique fait preuve de prudence et de discrétion

Moscou. — Les Soviétiques ont finalement annoncé, le jeudi 10 mai, dans la presse, la conclusion de l'accord SALT 2 par une dépêche de l'agence Tass datée de Washington et rendant compte de la conférence de presse de M. Cyrus Vance. Cette dépêche étonne d'autant plus que depuis deux mois Moscou présentait SALT 2 comme une étape essentielle pour l'arrêt de la course aux armements, pour le renforcement de la détente et l'amélioration du climat international.

Peut-être les Soviétiques ont-ils mécompté que les occidentaux aient cru bon d'annoncer sans aucune solennité que l'accord était réalisé. Peut-être auraient-ils aussi préféré une déclaration commune, plus officielle, qui aurait également rendu publics le date et le lieu de la rencontre au sommet Carter-Brejnev. Ces explications de procédure restent cependant peu convaincantes. M. Dobrynine et Vance auraient très bien pu s'entendre sur la manière dont le succès de leurs négociations pouvait être annoncé. Il convient donc d'examiner des raisons de fond au manque d'enthousiasme des Soviétiques. La première, c'est que les dirigeants de Moscou comprennent qu'en la signature du traité SALT 2, ils ne passent des deux

De notre correspondant tiers il y a une marge et qu'il ne dépend pas seulement de la bonne volonté du président Carter que les deux pays se penchent en faveur de l'accord. Les Soviétiques se gardent donc de tout triomphalisme jusqu'à ce que la laisse soit franchi le dernier obstacle.

La seconde raison, plus durable, c'est que l'accord sur SALT 2 n'a pas suffi en lui-même à établir la confiance entre Moscou et Washington.

Contrairement à ce que Moscou prétend depuis des mois, il n'est pas certain que la signature de SALT 2 marque une rupture radicale des relations soviéto-américaines. Le refroidissement a commencé bien avant l'arrivée au pouvoir de M. Carter (exactement au moment de la chute de M. Nixon, que les Soviétiques ne cessent de regretter), mais il a été aggravé par ce que l'on considère là comme les « zigzags » de la politique américaine. Le contentieux des relations (militaires ou commerciales), mais touche en même temps la politique chinoise de Washington, ses actions au Proche-Orient qui visent à régler le conflit israélo-arabe en sa faveur, et les relations avec la Chine.

Le problème chinois

À propos des relations soviéto-chinoises, Moscou n'a pas encore rendu public le rôle de Pékin, même si le 6 mai et concernant l'ouverture de négociations entre les deux pays. Bien que les dirigeants du Kremlin cherchent à établir des liens, il se voit écarté de la médiation entre la Chine et l'Union soviétique. Les conditions préalables qu'elle pose, jugées par l'ouverture de discussions appropriées. Rien ne paraît opposer, du côté soviétique, à la reprise des contacts, la position traditionnelle du Kremlin est qu'il n'y a aucun obstacle objectif au rétablissement des relations, non pas seulement courtes, mais encore longues (avec la Chine), c'est condition naturelle que celle-ci devienne plus autonome et pacifique, comme le déclarait au début de l'année M. Leonid Brejnev au magazine américain Time. À plusieurs reprises, l'U.R.S.S. a fait des propositions de normalisation, la dernière datant de février 1978. Elle paraît ainsi le risque de se voir élever la porte au nez — ce qui est arrivé maintes fois — mais maintenant elle peut se prévaloir d'avoir été la première à développer ses bonnes volontés.

L'annonce d'un dialogue sino-soviétique présentait pour les dirigeants de Moscou plusieurs avantages.

D'abord il leur permettait sinon d'élargir indifféremment dans le jeu politique intérieur chinois, du moins de peser sur les tentatives de l'Union soviétique en accomplissant un éventuel échec entre « réalistes » et « extrémistes », au détriment des arguments aux partisans de la réconciliation avec l'U.R.S.S. au sein de la direction chinoise (Il y en a).

Les Soviétiques pouvaient d'autre part souligner leur rôle dans l'apaisement des tensions et des tensions traditionnelles du Kremlin est qu'il n'y a aucun obstacle objectif au rétablissement des relations, non pas seulement courtes, mais encore longues (avec la Chine), c'est condition naturelle que celle-ci devienne plus autonome et pacifique, comme le déclarait au début de l'année M. Leonid Brejnev au magazine américain Time. À plusieurs reprises, l'U.R.S.S. a fait des propositions de normalisation, la dernière datant de février 1978. Elle paraît ainsi le risque de se voir élever la porte au nez — ce qui est arrivé maintes fois — mais maintenant elle peut se prévaloir d'avoir été la première à développer ses bonnes volontés.

L'annonce d'un dialogue sino-soviétique présentait pour les dirigeants de Moscou plusieurs avantages.

La détente entre Moscou et Washington pourrait contribuer à l'amélioration des relations nippo-soviétiques

Tokyo. — La conclusion des négociations SALT 2 entre les États-Unis et l'U.R.S.S. va-t-elle contribuer à une certaine détente dans les relations nippo-soviétiques ? Il s'en permet de le penser. C'est en effet mercredi 9 mai, le jour même de l'annonce à Washington de la signature prochaine de l'accord sur la limitation des armements stratégiques, que les Soviétiques ont fait savoir à Tokyo qu'ils acceptaient leur proposition à l'U.R.S.S. de reprendre des négociations sur la limitation des armements stratégiques. Les choses ne doivent pas se traiter puisque le vice-ministre des Affaires étrangères soviétique, M. Pirogov, est attendu à Tokyo dimanche 13 mai.

Cette précipitation de la part du Kremlin, qui parallèlement, a manifesté son intention d'élargir des pourparlers avec la Chine, se situe selon les Japonais dans le cadre d'une offensive diplomatique de Moscou. Les Soviétiques obtiennent à cet égard, par exemple, une situation qui équilibre la détente obtenue à l'ouest et face contrepoise à l'amélioration des relations avec la Chine et Pékin avec le Japon et les États-Unis.

Les relations nippo-soviétiques crispées depuis 1976, à la suite de l'affaire du Mig-25 dont le pilote japonais, le docteur Tsutsi, a été ramené, sont devenues franchement tendues. Les deux pays ont signé en août 1978 du traité de paix et d'amitié sino-japonais, par lequel le Japon reconnaît le premier ministre japonais, Shintaro Yamanashi, comme le représentant légitime de la communauté japonaise. Cette déclaration a été accueillie avec enthousiasme par les Japonais, mais elle a été accueillie avec méfiance par les Soviétiques, qui ont refusé de reconnaître le premier ministre japonais, Shintaro Yamanashi, comme le représentant légitime de la communauté japonaise.

À la suite de leur premier entretien à un haut niveau depuis un an et demi, Japonais et Soviétiques ont convenu de reprendre des négociations économiques et politiques. Le ministre des Affaires étrangères japonais, Shintaro Yamanashi, a déclaré à Tokyo que les deux pays ont convenu de reprendre des négociations économiques et politiques. Le ministre des Affaires étrangères japonais, Shintaro Yamanashi, a déclaré à Tokyo que les deux pays ont convenu de reprendre des négociations économiques et politiques.

De notre correspondant che depuis le départ de M. Kissinger. Bien que la conclusion prochaine de l'accord SALT ait pu être la cause essentielle, les Japonais voudraient qu'on y voit surtout l'effet de leur soud de ne pas provoquer davantage une menace.

Depuis la visite à Tokyo de M. Deng Xiaoping pour la ratification du traité sino-japonais, le ministère des affaires étrangères japonais s'est appliqué à marquer des distances par rapport à Pékin, qui, très loquacement, entendait bien faire apparaître le Japon dans son camp face à l'U.R.S.S. Bien que Moscou ait dénoncé le « soutien moral » apporté par Tokyo à l'agression chinoise au Vietnam, les Japonais n'en pensent pas moins que les Soviétiques ont été sensibles à leur retenue dans cette affaire. Ils ont même encore plus à la décision de maintenir la ligne de la non-alignement, mais les critiques de Pékin — l'« aide à Hanoi. Celle-ci » — ont été jugées comme la condition que le Vietnam n'ait pas de concessions portables à la transformation de la force en un « sanctuaire » pour les forces militaires nucléaires. C'est aussi de cette manière que les Soviétiques ont été sensibles à leur retenue dans cette affaire. Ils ont même encore plus à la décision de maintenir la ligne de la non-alignement, mais les critiques de Pékin — l'« aide à Hanoi. Celle-ci » — ont été jugées comme la condition que le Vietnam n'ait pas de concessions portables à la transformation de la force en un « sanctuaire » pour les forces militaires nucléaires.

Les Japonais n'ont, en fait, pas perdu l'espoir de voir émerger une Indochine neutrale et voudraient renforcer les possibilités de sa création. C'est dans ce sens qu'ils ont été sensibles à la décision de Pékin de ne pas se joindre à la coalition internationale pour le renforcement de la ligne de la non-alignement. Une initiative dont on peut se demander le premier quel point elle sera rejetée par Moscou.

Des projets de coopération économique

On fait valoir au ministère des affaires étrangères japonais que finalement le Japon peut espérer pour l'U.R.S.S. comme la meilleure garantie que ses intérêts seront respectés en Asie. Tokyo avait montré, au cours de ces dernières semaines, qu'il pouvait dans certains cas se montrer plus souple que les Américains (en disant au Pakistan alors que Washington a suspendu la dette en raison du programme nucléaire de ce pays).

Sur le plan bilatéral, bien que le projet de mise en valeur de la mer de Japon ait été rapidement qu'on l'attendait — et que, notamment, celui concernant la pêche de l'écrevisse qui les deux pays ont convenu de signer l'impression — il y a actuellement une certaine tension. L'extrême-Orient soviétique (mise en valeur de mines d'uranium, exploitation forestière, construction d'usines de pâte à papier et d'acier), qui sont très d'actualité. La détente entre les États-Unis et l'U.R.S.S. que consens

PHILIPPE PONS.

JEAN-FRANÇOIS SIX

L'incroyance et la foi ne sont pas ce qu'on croit

200 pages 38 F

le Centurion

A TRAVERS LE MONDE

Bénin

● LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, LE COLONEL MATHEU KEREKORU, a de nouveau mis en cause « certaines autorités mal placées » dans la tentative de débaucher de militaires à la défection sera les 16 et 17 mai prochains à Madrid, où il s'entretenra avec M. José Suarez, président du gouvernement, de la question des bases américaines en Espagne, a-t-on annoncé officiellement, jeudi 10 mai, dans la capitale espagnole. (Reuters).

Espagne

● M. HAROLD BROWN, secrétaire américain à la Défense, sera les 16 et 17 mai prochains à Madrid, où il s'entretenra avec M. José Suarez, président du gouvernement, de la question des bases américaines en Espagne, a-t-on annoncé officiellement, jeudi 10 mai, dans la capitale espagnole. (Reuters).

États-Unis

● M. JIMMY CARTER, recevant jeudi 10 mai à la Maison

Blanche le président panaméen, M. Arnaldo Borge, a déclaré qu'il ferait son possible pour la signature d'un accord de coopération sur le canal de Panama, qui fait actuellement l'objet de débats à la Chambre des représentants, soit « compatible avec l'esprit et la lettre » de ces traités. Un responsable du département d'État a de son côté affirmé qu'un vote dans un autre sens risquerait de compromettre la fermeture du canal. — U.P.I.

Namibie

● UNE GRANDE PARTIE DE LA NAMIBIE a été proclamée, mardi 10 mai, « zone de sécurité » (security area) afin de faire face à la menace croissante des combattants du SWAPO (Organisation des combattants pour l'indépendance de la Namibie). Cette décision, annoncée par l'administrateur général sud-africain du territoire, M. Martinus Steyn, affecte en particulier les districts de Windhoek, Tsumeb, Oshana et Grootfontein, dans le centre et le nord de la Namibie. Un grand nombre de personnes, les forces de sécurité sud-

africaines pourrissent désormais à la recherche de personnes ou de locaux suspects. — I.A.F.P.

Nicaragua

● SEPT PERSONNES, dont deux soldats, ont été tués jeudi 10 mai, au cours d'affrontements entre la police nationale et les guerilleros sandinistes, qui ont eu lieu en différents endroits du pays. — A.F.P.

Ouganda

● L'ANCIEN CHIEF DE LA POLICE OUGANDAISE, M. Kasim Obura, qui est déchu par les nouvelles autorités de Kampala, a déclaré, jeudi 10 mai, que l'archevêque anglican John Omondi, ancien ministre des affaires étrangères, a été fait prisonnier par les forces de la police politique. À l'époque de son départ, en février 1977, la radio ougandaise avait affirmé que ces trois personnes avaient été victimes d'accidents de la circulation. — (Reuters).

LE MONDE diplomatique

numéro de mai

La V^e session de la CHUCED

UN « MONDIALISME »

SUR MESURE

(Somir Amin, Christophe Batsch, Marie-Claude Céléste, Edmond de Clermont, Gannon, Dieter Ernst, Claude Juhet et Rudolf H. Struhm)

POLITIQUE ET LITTÉRATURE

Graham Greene

ou l'événement du siècle

Le numéro : 8 F

75017 PARIS CEDEX 05

Publication mensuelle du Monde

En vente partout.

Envoyez par la S.A.T.L. le Monde.

Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Favre, directeur de la publication.

Reproductions interdites de tous articles, sauf accord avec l'administration.

ISTH
Centre
AUTREUIL Depuis 1953 TOLBIAC
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
SCIENCES PO
PREMIÈRE PRÉPARATION ANNUELLE COMPLET
et Préparations Intermédiaires
FIN JUILLET-FIN AOÛT
KUTEUIL, 9, Av. Louis-Brégy
75116 Paris. Tél. 233.92.00
TOLBIAC, 11, Av. d'Alsace, 75013 Paris.
Tél. 386.78.78

Jocelyn
PARIS
134, bd St-Germain
75006 Paris (Métro)
5, rue Cherche-Midi

TOUTE LA MODE EN DÉGRIFÉ
les boutiques
Griffsoldé
ELLE: 1, rue de la Plaine/Métro
2, rue de la Plaine/Métro
3, rue de la Plaine/Métro
LUT: 1, rue de la Plaine/Métro
2, rue de la Plaine/Métro
ouvert le samedi soir

DIPLOMATIE

DEVANT LE CONSEIL DE L'EUROPE

M. Ecevit a été longuement interrogé sur Chypre

De notre correspondant

Strasbourg. — Le premier ministre turc, M. Bülent Ecevit, a fait, devant le Conseil de l'Europe, le jeudi 10 mai, un discours essentiellement consacré aux problèmes intérieurs et économiques de son pays, développant les thèmes qu'il avait abordés dans son interview au monde (12 mai).

Il n'a nullement évoqué la question de Chypre, mais a dû répondre pendant plus d'une heure aux questions des parlementaires à ce sujet. Celles-ci, émanant pour l'essentiel des députés grecs, portaient surtout sur l'occupation militaire à Chypre et le sort de quinze cents mille Chypriotes grecs disparus depuis l'action armée turque. M. Ecevit rejette l'application avancée depuis le début d'une intervention humanitaire pour préserver la sécurité et les intérêts de la minorité turque et réponde, d'autre part, sur la disparition des Chypriotes grecs par l'évacuation du sort de certains Chypriotes turcs.

Plusieurs députés grecs, parmi lesquels Mme Melina Mercouri, qui siègeait pour la première fois à l'Assemblée depuis sa désignation en janvier dernier, se sont

élevés dans un communiqué contre l'insuffisance et les « subterfuges » des réponses de M. Ecevit. Premier ministre déjà, rapidement, quand se déroula l'intervention militaire turque à Chypre, il taquina, selon eux, les résolutions de l'ONU demandant l'évacuation des troupes turques. Ils regrettent qu'il ait fait l'objet d'un accueil officiel au Conseil.

Questionné sur la suite du processus de paix entamé par l'accord égypto-israélien au Proche-Orient, M. Ecevit répondit que l'équipe turcienne avait déjà été en réalité un préalable, à savoir la reconnaissance des « justes droits des Palestiniens ». — J.-C.R.

Atelier de poterie
«... ou en la cuit...»
accueil et ateliers
des amateurs de 3 à 83 ans
8, RUE LACROIX, PARIS-5
Téléphone (01) 40 11 40 11

Le président de la République a reçu les lettres de créance des ambassadeurs de Grande-Bretagne, du Japon, d'Albanie et du Zaïre

Le président de la République a reçu, jeudi 10 mai, les lettres de créance des ambassadeurs de Grande-Bretagne, du Japon, d'Albanie et du Zaïre.

Grande-Bretagne

L'ambassadeur britannique Sir Reginald Hilbert a exprimé son désir d'approfondir l'entente et de stimuler la coopération de son pays avec la France « dans tous les domaines ». Il a poursuivi : « Un ambassadeur britannique peut se féliciter tout particulièrement d'arriver à Paris à une époque où cette autre réciprocité et mutuelle, installée depuis longtemps entre la France et le Royaume-Uni, a joué et jouera un rôle primordial dans la réalisation des nouvelles formes d'association, de coopération multilatérale et d'intégration qui ont été définies en Europe et au-delà de l'Europe, et qui ont été une nouvelle diplomatie multilatérale à côté de la vieille diplomatie bilatérale ». La France et la Grande-Bretagne, a-t-il souligné, « sont des partenaires très proches » dans l'Europe des Neuf, l'Alliance

atlantique et aux Nations unies. « Dans tous ces domaines, a-t-il dit, les relations franco-britanniques ont contribué au développement des coopérations européennes et internationales. Les meilleurs moyens de l'accomplir, c'est de développer aussi loin que possible les relations bilatérales franco-britanniques pour fournir aux superstructures multilatérales une base des plus solides ».

M. Giscard d'Estaing a salué en Sir Reginald Hilbert « la représentation d'un pays qui est l'un, l'autre et le partenaire de la France ». « Qu'il s'agisse de l'organisation de l'Europe, de l'avenir de la détente ou du sort de la paix dans les zones troubles, a poursuivi le président, il n'est guère de problèmes internationaux auxquels nos deux pays ne se trouvent pas directement intéressés ».

(Le Monde a publié le 19 janvier, dans la rubrique du 19 janvier, la biographie de Sir Reginald Hilbert.)

Japon

Devant l'ambassadeur du Japon, M. Eisendicht Ikeno, M. Giscard d'Estaing a souligné que la France et le Japon ont des intérêts communs de leur capacité, des des relations commerciales qui demeurent étroites par le déséquilibre prédominant. « Nos deux pays, a-t-il ajouté, sont également intéressés aux grandes questions de la solution commune pour l'ensemble de la paix et la paix internationale. Les prochaines rencontres de l'Europe des Neuf, des principaux pays industrialisés nous donneront, en particulier, l'occasion de les évoquer et de les poursuivre, de faire progresser à leur sujet notre coopération. La France se souhaite d'autant plus qu'elle apprécie la contribution croissante que le Japon apporte à la mesure d'apporter à la gestion des grandes affaires du monde ».

(Le Monde a publié le 19 janvier, dans la rubrique du 19 janvier, la biographie de M. Eisendicht Ikeno.)

Albanie

A M. Mito Tusha, ambassadeur d'Albanie, M. Giscard d'Estaing a déclaré notamment : « Comme l'Albanie, la France est profondément attachée à sa liberté, à son indépendance. Pour le respect de la souveraineté des Etats et de leur droit à déterminer leur destin est la question mondiale des rapports de force et de coopération globale essentielle à préserver en Europe comme dans le reste du monde ».

Zaïre

Devant M. Kikwira Tumbani, ambassadeur du Zaïre, M. Giscard d'Estaing a rendu hommage au président Mobutu, déclarant notamment : « Il a contribué de façon décisive au développement du climat de paix dans cette région d'Afrique ». « Il a mis en œuvre, a-t-il ajouté, un programme de réformes notamment dans le domaine de la gestion de la dette, qui devrait recevoir l'appui des hautes autorités internationales et notamment celui du Fonds monétaire international, ordonnant des conditions favorables à l'avenir prioritaire du redressement économique et financier ».

« La France, a-t-il rappelé, a décidé de contribuer sans plus attendre à la façon importante au plan Mobutu ».

Le cinéma instantané est né : c'est aussi le cinéma le plus simple du monde.

Polavision de Polaroid est le premier et le seul cinéma à développement instantané dans le monde. 90 secondes après avoir filmé vous pouvez regarder votre film avec ses belles couleurs chaudes et vivantes. Et Polavision est tellement simple qu'un enfant peut l'utiliser. Tellement simple que vous auriez du mal à ne pas réussir le tournage d'une scène de famille. Tellement simple que vous avez peut-être du mal à le croire. C'est pourquoi Polaroid vous propose une comparaison.

Polavision.



1) Vous mettez votre cassette dans la caméra reflex ultra-légère, équipée d'un zoom et vous filmez. Réglage unique : plus ou moins de 5 mètres. Rien d'autre. Le contrôle de l'exposition est automatique. Prix de la caméra : environ 1.000 F*. Poids : 750 g.

2) Le film terminé, vous retirez la cassette de la caméra. Vous l'introduisez simplement dans le récepteur Polavision. Le film se développe automatiquement en 90 secondes. Et vous voyez votre film sur l'écran du récepteur. Si vous voulez le revoir aussitôt après, le rembobinage se fait automatiquement à grande vitesse.

Le récepteur portable à double fonction (développeur-projecteur) coûte environ 2.000 F*.

La cassette Polavision coûte moins de 65 F* et dure 2'35". Au total, l'ensemble Polavision de Polaroid, caméra et récepteur, coûte environ 3.000 F*.

Venez découvrir et essayer Polavision au Centre d'Information et de Démontstration Polaroid 143, av. de Wagram, 75017 Paris. Tél. : 763-12-22

cinéma Super8 conventionnel muet.

1) Vous chargez votre film dans la caméra. Dans bien des cas, vous devez procéder à des réglages souvent compliqués (mise au point, vitesse, fondu, etc.) avant de filmer. Prix d'une caméra reflex équipée d'un zoom : entre 780 F* et 6.700 F*. Poids : entre 600 g et 2 kg. Le film de 320" coûte environ 35 F*.

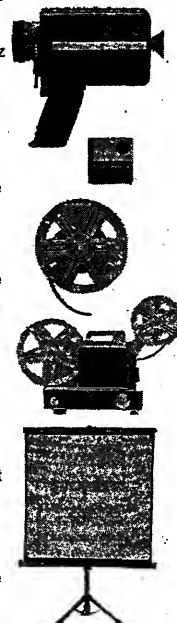
2) Le film tourné, vous le sortez de la caméra. Vous préparez l'enveloppe spéciale. Vous la posez, ou vous la portez chez votre photographe pour faire développer le film.

3) Vous attendez le retour de votre film par poste, ou vous retournez le chercher chez votre photographe. Cela peut prendre une semaine, souvent beaucoup plus longtemps.

4) Vous aménagez la pièce où vous allez projeter. Vous sortez le projecteur, vous l'installez. Prix d'un projecteur : entre 500 F* et 3.000 F*. Prix d'un écran : entre 85 F* et 300 F*.

5) Vous disposez convenablement votre projecteur. Vous y placez votre film. Vous mettez au point. Vous projetez. Et si vous voulez revoir le film, il faut le rembobiner.

Le prix total d'un équipement complet Super 8 muet peut varier entre 1.400 F* et 10.000 F*.



Polavision de Polaroid.

Le cinéma couleur en 90 secondes.

* Prix moyens couramment observés.

5000 من الاموال

ASIE

Les grandes révisions du système économique chinois

- Modernisation de l'agriculture sans mécanisation excessive • Priorité à l'industrie légère
- Réduction des grands travaux d'infrastructure • Élévation du niveau de vie

De notre correspondant

Pékin. — Une réforme d'ensemble du système chinois de gestion de l'économie est en cours. Il s'agit d'une tâche à long terme, « lourde et complexe », exigent des recherches et expérimentations soignées. L'article publié en fin de numéro de mai du *Drapeau rouge*, qui donne une formation idéologique que les responsables en cours dans les projets de développement de l'économie nationale ont pour but de « créer les conditions nécessaires à cette réforme ». Bien que peu de détails soient donnés sur les transformations envisagées, le même article apporte au moins deux indications. Les nouvelles structures devront d'abord permettre de faire fonctionner le système de gestion de l'économie chinoise dans le cadre de ce que le *Drapeau rouge* appelle « les lois économiques objectives ».

Dans le « communiqué » chinois, cette formule évoque en particulier les notions de rentabilité, de « rendement », de « mesure partielle », d'indépendance, certes, puisque « les entreprises sont le champ de bataille de la modernisation », mais qui ne paraît pas à ce moment précis être au centre des préoccupations. Ainsi, dans le même texte, on se réfère à « une décentralisation » du pouvoir économique. Le comité central, lors de sa session plénière du mois de décembre 1978, avait effectivement critiqué « une concentration excessive de l'autorité ».

Quatre principes pour réajuster le tir

Le *Drapeau rouge* apporte d'ailleurs, par quelques précisions sur les « réajustements » économiques qu'il doit être prochainement annoncés, il énonce à cet égard quatre principes :

• **PRIMO : LA MODERNISATION DE L'AGRICULTURE DOIT ÊTRE FAITE EN FONCTION DES CARACTÉRISTIQUES DE LA CHINE.** « C'est-à-dire en tenant compte d'une population nombreuse, de superficies cultivées réduites, d'un territoire très vaste, d'une « base économique » encore faible. Il n'est plus question de viser à « une mécanisation pour l'ensemble de l'agriculture » d'ici à 1985.

• **SECUNDO : L'INDUSTRIE LÈGÈRE DOIT PRÉFÉRER L'INVESTISSEMENT ACCURÉ ET RECEVOIR PRIORITÉ** dans les investissements, les combustibles et de matières premières. Il s'agit à la fois d'assurer une meilleure satisfaction des besoins de la population et d'augmenter les capacités d'exportation. Cette mesure est sans doute la plus originale. Le 17 avril dernier, le *Quotidien du peuple* révélait en effet que depuis trente ans l'industrie légère souffrait d'un déficit que de 2,04 % des investissements et de ce chiffre avait encore été de 1,2 % pour les années 1977 et 1978.

• **TERTIO : LES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE DOIVENT ÊTRE RÉDUITS ET LES EFFORTS SONT CONCENTRÉS SUR UN NOMBRE LIMITÉ DE PROJETS MAJEURS.** Selon le *Drapeau rouge*, la réalisation des projets socialement et culturellement essentiels est en retard. Une partie d'entre eux est déjà des ressources disponibles et en manque d'œuvre. Une partie d'entre eux est déjà des ressources disponibles et en manque d'œuvre. Une partie d'entre eux est déjà des ressources disponibles et en manque d'œuvre.

• **QUARTO : UN STRICT ÉQUILIBRE DOIT ÊTRE ASSURÉ ENTRE LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION.** « En vue d'élargir le niveau de vie des populations sur le long terme, le traitement de la production ». Il s'agit là d'un principe fondamental, le *Drapeau rouge* insiste sur le fait que le « socialisme » du peuple.

L'urgence mensuelle du P.C.C. n'évoque que de manière incidente le problème de l'industrie légère, dont le développement, dit-il, ne pourra être mené à bien que si les points un et deux sont acquis.

Les relations économiques extérieures sont en revanche l'un des premiers domaines où les nouvelles orientations commencent à se dessiner avec précision. Le *Quotidien du peuple* vient de consacrer un éditorial d'où se dégagent plusieurs idées directrices. L'importation de biens d'équipement et de techniques étrangères doit d'abord tenir compte de diverses limitations : il faut « de la réalité objective », des capacités d'assimilation de l'appareil de production national ; l'objectif doit être d'importer moins d'équipements que de pièces et de technologies, en vue de renforcer le travail de recherche en Chine même, notamment dans le secteur des industries mécaniques (rien ne devrait être acheté à l'étranger de ce qui peut être fabriqué en Chine), rappelle le *Quotidien du peuple*, qui ajoute qu'en ce qui concerne même parvenus à fabriquer sans aide extérieure des « bombes à H » et « H » ainsi que des satellites artificiels ; enfin les exportations d'argent financer les importations. C'est sur les premières qu'il faut actuellement mettre l'accent.

Une réorganisation des relations économiques extérieures est d'ailleurs en cours qui semble bien faire partie de la réforme du système de gestion économique, par le *Drapeau rouge*.

Le *Quotidien du peuple* exprime simultanément le vœu qu'une « direction unifiée » permette en main les échanges économiques avec l'étranger, qui soutient activement de « *mutualisme* », « *coopération* », « *efficacité* », et que les dirigeants locaux prennent dans le même domaine des responsabilités accrues. Ces deux objectifs ne sont pas contradictoires, comme le témoignent les indications les plus récentes recueillies auprès de firmes ou de missions commerciales étrangères qui traitent officiellement avec la Chine. Prise part, en effet, on assiste à l'apparition de « sociétés » chinoises jouant d'une certaine autonomie juridique, chargées de réaliser des opérations dont le personnel, la responsabilité, y compris financière. On signale l'existence à Shanghai d'une « société de compensation » et à Pékin de multiples marchés traités par des

organismes dépendant de la municipalité. D'autre part, un effort de repère en main est en cours, qui traduit l'insatisfaction, début avril, d'un contrôle des changes. L'ensemble du financier étant « supervisé » par la Banque de Chine qui devient indépendante de la Banque populaire de Chine et dont le directeur prend rang ministériel — sous la responsabilité suprême de M. Li Xiaonian, membre du bureau politique, vice-premier ministre et qui fut ministre des finances pendant près de vingt ans. Ce rôle nouveau donne à la Banque de Chine outre-démarcations sa garantie soit directement accordée, soit sous optionnel, à des contrats conclus avec l'étranger. Sa mission sera désormais de gérer l'ensemble des opérations de crédits extérieurs du pays.

Certains observateurs attribuent l'essor d'économie mené par les autorités chinoises non seulement à un sens général de plus grande rigueur dans la gestion des affaires économiques mais aussi à des considérations pressantes d'ordre conjoncturel. Selon des sources dignes de foi, la Chine a, en effet, décidé de porter ses achats étrangers de tonnes de 50 à 100 millions de tonnes d'ici à 1985. En dépit de révoltes sataniques — l'Asie Chine nouvelle vient de révéler que celle de 1978 avait dépassé les 200 millions de tonnes — les 200 millions de tonnes annoncées précédemment et qui n'ont libéré que de l'attente la croissance démographique, — cet objectif de stocks stratégiques contraint à augmenter considérablement le volume des importations étrangères. Ainsi, ces dernières devraient-elles atteindre cette année le chiffre record de 14 millions de tonnes (contre 11 millions environ en 1977 et 1978) et être à 17 millions de tonnes en 1979.

Au cours actuel, cela représenterait une sortie de devises de l'ordre de 2 milliards de dollars — soit 12 % du commerce extérieur chinois en 1978. Ces précautions, cette volonté de sécurité alimentaire expliquent les économies réalisées sur d'autres secteurs.

ALAIN JACOB.

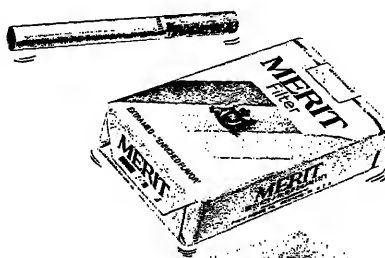
LOTO
c'est pas cher



ZENNER
L'AFFAIRE de la QUINZAINE

Fauteuil Victoria cuir pleine fleur.
valeur 2.740 F
PRIX 2.190 F

ZENNER BOUTIQUE
10, RUE FAIDHERBE, 75011 PARIS
TEL: 571.88.14

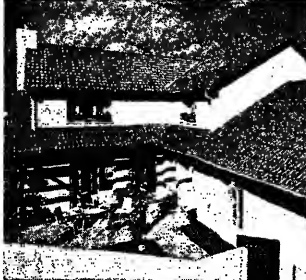


Extra légère. Gout de tabac doux.
(5 mg goudron - 0,6 mg nicotine)



490.000F sous-sol compris.

Descendons au sous-sol aménageable au gré de chacun : en atelier d'artiste, salle de jeux ou de musique, et même en chambre avec salle de bains. Les Cardinales, ce sont de grandes demeures qui regroupent sous leurs toits 4 maisons conçues en forme de L pour préserver votre intimité. Ces maisons s'ouvrent sur un jardin clos de murs et de haies. Venez visiter les Cardinales à Chevry 2, ce village où l'on peut vivre avec les autres et préserver sa vie privée.



Le site de Chevry 2 :
• golf public • 6 tennis, piscine
salle omnisports, gymnases • hall-
te garderie, crèche • 2 groupes scolas-
saires, 1 C.E.S. • superette, pharmaci-
e • à 4 km Centre commercial
Ulis 2 • à 17 km Centre commercial
regional Vélizy 2 • accès : 2 auto-
routes et la P.E.R.



CHEVRY 2

LES CARDINALES

Visitez les maisons-modèles, tous les jours, de 10 h à 19 h, Chemin de Belleville 91190 Gif-sur-Yvette, Tél.: 01.25.12

FRANCE-IRLANDE
PARIS-CORK
40 Avenue de la République
92000 Nanterre
L'ÉTENDU 747
engagements irrévocables
pour l'achat d'un appartement
OUAIT (01) 20 85 85

A Paris 5°
des demeures du XVIII^e siècle
entièrement rénovées,
complètement
de constructions neuves
partiellement intégrées,
autour d'un grand jardin.
Des appartements bien conçus
dans des immeubles de style.
Un lot de charme et de calme
au cœur du Paris historique.

Les Résidences
du Panthéon
161 et 162 rue d'Ulm, PARIS 5°
A partir de 10.500 F le m².
Ou studio à 5 pièces.
Projet terminé et permis de construire.
Bureau de vente sur place.
Ouvis à 10 h et de 15 h à 18 h.
Samedi et dimanche : de 15 h à 18 h 30.
• SAFRIS • 336.39.40

ASIE

Chine

Pékin va libérer une centaine de prisonniers vietnamiens

De notre correspondant

Pékin. — La Chine a décidé unilatéralement de libérer et de rapatrier un premier groupe d'une centaine de prisonniers de guerre vietnamiens. Cette décision a été prise le 10 mai, à la frontière dans le secteur de la passe de l'Ami (au nord de Lang Son), accompagnée par des représentants de la Croix-Rouge chinoise. La délégation de la Croix-Rouge vietnamienne, conduite par M. Marcel Nabité, qui se trouve en Chine depuis le début du mois, a été invitée à être témoin de l'opération.

La décision annoncée vendredi est bien dans le cadre de la diplomatie chinoise et rappelle celle qui avait été prise, également de manière unilatérale, à l'issue du conflit de 1950 avec l'Inde, en faveur des prisonniers indiens, qui avaient de surcroît, dans leur cas, été rendus à leur patrie avec leurs armes.

Le vice-ministre chinois de l'extérieur a déclaré une fois de plus le comportement de la délégation vietnamienne aux négociations de Hanoi, qui, selon lui, refuse obstinément d'abandonner les « problèmes fondamentaux » et d'utiliser les pourparlers pour étudier et calmer le Vietnam de continuer les provocations sur sa frontière avec la Chine, de mener des troupes à proximité de la frontière sino-vietnamienne, d'ouvrir des bases à « une superpuissance » et, d'une manière générale, de poursuivre une politique « expansionniste » dans l'ensemble du Sud-Est asiatique. Il a cependant affirmé que, « si difficile » que soit le processus de la négociation, la Chine, pour sa part, poursuivait ses efforts « pour obtenir quelques résultats ».

Il est assez remarquable que M. Zhang Xidong — qui, lors de la dernière conférence de presse, le 20 avril, avait mené les accusés l'U.R.S.S. d'être « dérangés » le Vietnam — n'est pas une seule fois, vendredi, prononcé le nom de l'Union soviétique. Dans le contexte de la Chine, cette omission paraît étonnante.

« La Chine, a-t-il encore indiqué, déclare détenir environ deux cents prisonniers chinois, mais la Chine pense que ce chiffre n'est pas exact ». M. Zhang Xidong a prêté de l'importance à cette déclaration, soulignant l'attitude des Vietnamiens.

miens qui, s'il est rappelé, ont rejoint, le 4 mai, une proposition chinoise d'organiser des consultations entre la Croix-Rouge des deux pays en vue de préparer la libération rapide de tous les prisonniers. Il a également déclaré que, par le Vietnam, la Chine a présenté une liste des noms des détenus.

La décision annoncée vendredi est bien dans le cadre de la diplomatie chinoise et rappelle celle qui avait été prise, également de manière unilatérale, à l'issue du conflit de 1950 avec l'Inde, en faveur des prisonniers indiens, qui avaient de surcroît, dans leur cas, été rendus à leur patrie avec leurs armes.

Le vice-ministre chinois de l'extérieur a déclaré une fois de plus le comportement de la délégation vietnamienne aux négociations de Hanoi, qui, selon lui, refuse obstinément d'abandonner les « problèmes fondamentaux » et d'utiliser les pourparlers pour étudier et calmer le Vietnam de continuer les provocations sur sa frontière avec la Chine, de mener des troupes à proximité de la frontière sino-vietnamienne, d'ouvrir des bases à « une superpuissance » et, d'une manière générale, de poursuivre une politique « expansionniste » dans l'ensemble du Sud-Est asiatique. Il a cependant affirmé que, « si difficile » que soit le processus de la négociation, la Chine, pour sa part, poursuivait ses efforts « pour obtenir quelques résultats ».

Il est assez remarquable que M. Zhang Xidong — qui, lors de la dernière conférence de presse, le 20 avril, avait mené les accusés l'U.R.S.S. d'être « dérangés » le Vietnam — n'est pas une seule fois, vendredi, prononcé le nom de l'Union soviétique. Dans le contexte de la Chine, cette omission paraît étonnante.

« La Chine, a-t-il encore indiqué, déclare détenir environ deux cents prisonniers chinois, mais la Chine pense que ce chiffre n'est pas exact ». M. Zhang Xidong a prêté de l'importance à cette déclaration, soulignant l'attitude des Vietnamiens.

ALAIN JACOB.

Thaïlande

Les conflits indo-chinois nuisent au parti communiste

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Victime des conflits entre les régimes communistes, de dissensions internes et d'une répression accrue de la part du gouvernement de Bangkok, le parti communiste thaïlandais (P.C.T.) traverse l'une des périodes les plus difficiles de son histoire. De sensibilité pacifiste dominante, il bénéficie depuis 1975, à la suite des victoires communistes en Indochine, d'une aide multiforme de la Chine, du Vietnam, du Laos et du Cambodge, et dispose de bases d'entraînement dans ces deux derniers pays.

De plus, le coup d'Etat sanglant de 1976 à Bangkok avait jeté plusieurs milliers de militants de la gauche dans les bras du P.C.T., lui donnant une dynamique et une base populaire nouvelles. Les autorités gouvernementales estimaient, en 1976, que le P.C.T. était plus ou moins implanté dans plus de quarante des soixante et onze provinces du royaume et qu'il gagnait du terrain. Cette position favorable, renforcée par les contradictions internes du régime militaire de Bangkok, avait conduit à cause des conflits khméro-vietnamiens et sino-vietnamiens et de l'aggravation qu'ils ont provoquée. Pour des raisons tactiques, la solidarité entre partis communistes a été le pas aux relations de gouvernement à gouvernement.

La Chine n'a pas refusé son soutien aux partis révolutionnaires d'Asie du Sud-Est, mais son rapprochement avec les régimes en place a entraîné une réduction des aides matérielles et de la propagande dont bénéficiaient ces mouvements.

Animés par le même souci de signer des accords gouvernementaux, les Vietnamiens ont officiellement annoncé, en 1978, le lancement de la « ligne révolutionnaire » (maoïste) du Sud-Est asiatique et des leurs d'abord contre les pays anticomunistes de l'ASEAN (1). Même si elles doivent être gérées conjointement, ces politiques de mise en veilleuse et de déviation pratiquées par Pékin et Hanoi ont considérablement affaibli les P.C. clandestins, renforçant au même titre les positions internationales des

gouvernements de la région. Les Thaïlandais et les Malaisiens ont aussi l'occasion pour relancer les opérations militaires combinées par et d'autre de leur frontière commune.

Le fait de la situation géographique et de la diversité de ses alliés extérieurs, le P.C.T. a souffert plus que tout autre. Les difficultés internes engendrées par cette position d'extrême gauche sont particulièrement évidentes par le fait que pas une seule fois depuis un an et demi la Voix du peuple thaïlandais, organe du P.C.T. qui émet du sud de la Chine, n'a fait allusion aux conflits entre communistes et militaires, pas plus d'ailleurs qu'aux ouvertures diplomatiques de Pékin et de Hanoi en direction des capitales de l'ASEAN. Ce mutisme du P.C.T. tranche avec les prises de position violemment antiviétiques et antiaméricaines des premiers indésirables, d'ailleurs, sur le cours des événements en Indochine, délaissant érudite de force. D'autres hypothèses, qui pourraient être complétées dans les milieux politiques pour expliquer le silence du P.C.T., sont cependant représentatives de l'immense :

— Les communistes thaïlandais, avec l'aide droite du clergé indigène, ont été les détracteurs de l'extrême gauche qui par la présentation qu'en a faite l'extrême droite, a été l'ennemi de la gauche dans l'assassinat de l'ancien roi. L'extrême droite a été bérée d'ailleurs d'être conservateurs, qui ont cherché à maintenir le statu quo dans le pays, ce qui a conduit à la chute du régime communiste — que de réduire à néant leurs efforts vers la sauvegarde du royaume politique dans la nouvelle République khméroise. M. Chuan Leekritwong, l'ancien ministre de l'Intérieur, a déclaré que les forces de gauche ne laissent pas de se battre pour l'indépendance. Plusieurs représentants de la gauche ont été arrêtés, dont le chef de file des communistes thaïlandais, le général Kriangsak. Les communistes thaïlandais ont aujourd'hui pris refuge dans les montagnes du nord, où ils mènent une lutte armée. Ils sont en plus conduits, dans la phase actuelle, à se battre contre les forces gouvernementales pour empêcher la résistance contre la restauration de la monarchie.

ROLAND PIERRE-FARQUAUX.

(1) Association des nations et de nations indépendantes du Sud-Est asiatique, Singapour et Thaïlande.

Vietnam

HANOI DÉMENT LA MISE À L'ÉCART DE M. PHAM VAN DONG

HANOI (A.P.P.). — Les rumeurs selon lesquelles M. Pham Van Dong, ministre des Affaires étrangères, a été mis à l'écart de la direction des affaires étrangères, ont été démenties par le gouvernement.

M. Pham Van Dong a déclaré qu'il continuait de travailler normalement à son poste.

Le gouvernement a souligné que M. Pham Van Dong est un fidèle collaborateur du parti communiste.

Il a également déclaré que le gouvernement continuait de travailler pour la paix et la stabilité du Vietnam.

Le gouvernement a souligné que M. Pham Van Dong est un fidèle collaborateur du parti communiste.

Il a également déclaré que le gouvernement continuait de travailler pour la paix et la stabilité du Vietnam.

Le gouvernement a souligné que M. Pham Van Dong est un fidèle collaborateur du parti communiste.

Il a également déclaré que le gouvernement continuait de travailler pour la paix et la stabilité du Vietnam.

Le gouvernement a souligné que M. Pham Van Dong est un fidèle collaborateur du parti communiste.

Il a également déclaré que le gouvernement continuait de travailler pour la paix et la stabilité du Vietnam.

Le gouvernement a souligné que M. Pham Van Dong est un fidèle collaborateur du parti communiste.

Il a également déclaré que le gouvernement continuait de travailler pour la paix et la stabilité du Vietnam.

Le gouvernement a souligné que M. Pham Van Dong est un fidèle collaborateur du parti communiste.

Il a également déclaré que le gouvernement continuait de travailler pour la paix et la stabilité du Vietnam.

Le gouvernement a souligné que M. Pham Van Dong est un fidèle collaborateur du parti communiste.

Il a également déclaré que le gouvernement continuait de travailler pour la paix et la stabilité du Vietnam.

Le gouvernement a souligné que M. Pham Van Dong est un fidèle collaborateur du parti communiste.

Il a également déclaré que le gouvernement continuait de travailler pour la paix et la stabilité du Vietnam.

Le gouvernement a souligné que M. Pham Van Dong est un fidèle collaborateur du parti communiste.

Il a également déclaré que le gouvernement continuait de travailler pour la paix et la stabilité du Vietnam.

Le gouvernement a souligné que M. Pham Van Dong est un fidèle collaborateur du parti communiste.

Il a également déclaré que le gouvernement continuait de travailler pour la paix et la stabilité du Vietnam.

Le gouvernement a souligné que M. Pham Van Dong est un fidèle collaborateur du parti communiste.

Il a également déclaré que le gouvernement continuait de travailler pour la paix et la stabilité du Vietnam.

Le gouvernement a souligné que M. Pham Van Dong est un fidèle collaborateur du parti communiste.

Il a également déclaré que le gouvernement continuait de travailler pour la paix et la stabilité du Vietnam.

Le gouvernement a souligné que M. Pham Van Dong est un fidèle collaborateur du parti communiste.

Il a également déclaré que le gouvernement continuait de travailler pour la paix et la stabilité du Vietnam.

Le gouvernement a souligné que M. Pham Van Dong est un fidèle collaborateur du parti communiste.

Il a également déclaré que le gouvernement continuait de travailler pour la paix et la stabilité du Vietnam.

Le gouvernement a souligné que M. Pham Van Dong est un fidèle collaborateur du parti communiste.

Il a également déclaré que le gouvernement continuait de travailler pour la paix et la stabilité du Vietnam.

Le gouvernement a souligné que M. Pham Van Dong est un fidèle collaborateur du parti communiste.

Il a également déclaré que le gouvernement continuait de travailler pour la paix et la stabilité du Vietnam.

Le gouvernement a souligné que M. Pham Van Dong est un fidèle collaborateur du parti communiste.

Il a également déclaré que le gouvernement continuait de travailler pour la paix et la stabilité du Vietnam.

Le gouvernement a souligné que M. Pham Van Dong est un fidèle collaborateur du parti communiste.

Il a également déclaré que le gouvernement continuait de travailler pour la paix et la stabilité du Vietnam.

Le gouvernement a souligné que M. Pham Van Dong est un fidèle collaborateur du parti communiste.

Il a également déclaré que le gouvernement continuait de travailler pour la paix et la stabilité du Vietnam.

PROCHE-ORIENT

Iran

La lutte pour le pouvoir

(Suite de la première page.)

L'un d'eux a été tué à des reprises de la lutte pour le pouvoir. Le président du conseil M. Bazargan, par exemple, nous déclarait jeudi :

« Les partis de gauche continuent de se battre pour le pouvoir, mais les impérialistes et les socialistes, à l'exception de la gauche, ne se battent pas pour le pouvoir ». M. Bazargan a également déclaré que les forces de gauche ne laissent pas de se battre pour le pouvoir.

« Les partis de gauche continuent de se battre pour le pouvoir, mais les impérialistes et les socialistes, à l'exception de la gauche, ne se battent pas pour le pouvoir ». M. Bazargan a également déclaré que les forces de gauche ne laissent pas de se battre pour le pouvoir.

« Les partis de gauche continuent de se battre pour le pouvoir, mais les impérialistes et les socialistes, à l'exception de la gauche, ne se battent pas pour le pouvoir ». M. Bazargan a également déclaré que les forces de gauche ne laissent pas de se battre pour le pouvoir.

« Les partis de gauche continuent de se battre pour le pouvoir, mais les impérialistes et les socialistes, à l'exception de la gauche, ne se battent pas pour le pouvoir ». M. Bazargan a également déclaré que les forces de gauche ne laissent pas de se battre pour le pouvoir.

« Les partis de gauche continuent de se battre pour le pouvoir, mais les impérialistes et les socialistes, à l'exception de la gauche, ne se battent pas pour le pouvoir ». M. Bazargan a également déclaré que les forces de gauche ne laissent pas de se battre pour le pouvoir.

« Les partis de gauche continuent de se battre pour le pouvoir, mais les impérialistes et les socialistes, à l'exception de la gauche, ne se battent pas pour le pouvoir ». M. Bazargan a également déclaré que les forces de gauche ne laissent pas de se battre pour le pouvoir.

« Les partis de gauche continuent de se battre pour le pouvoir, mais les impérialistes et les socialistes, à l'exception de la gauche, ne se battent pas pour le pouvoir ». M. Bazargan a également déclaré que les forces de gauche ne laissent pas de se battre pour le pouvoir.

« Les partis de gauche continuent de se battre pour le pouvoir, mais les impérialistes et les socialistes, à l'exception de la gauche, ne se battent pas pour le pouvoir ». M. Bazargan a également déclaré que les forces de gauche ne laissent pas de se battre pour le pouvoir.

du conseil M. Bazargan, par exemple, nous déclarait jeudi :

« Les partis de gauche continuent de se battre pour le pouvoir, mais les impérialistes et les socialistes, à l'exception de la gauche, ne se battent pas pour le pouvoir ». M. Bazargan a également déclaré que les forces de gauche ne laissent pas de se battre pour le pouvoir.

« Les partis de gauche continuent de se battre pour le pouvoir, mais les impérialistes et les socialistes, à l'exception de la gauche, ne se battent pas pour le pouvoir ». M. Bazargan a également déclaré que les forces de gauche ne laissent pas de se battre pour le pouvoir.

« Les partis de gauche continuent de se battre pour le pouvoir, mais les impérialistes et les socialistes, à l'exception de la gauche, ne se battent pas pour le pouvoir ». M. Bazargan a également déclaré que les forces de gauche ne laissent pas de se battre pour le pouvoir.

« Les partis de gauche continuent de se battre pour le pouvoir, mais les impérialistes et les socialistes, à l'exception de la gauche, ne se battent pas pour le pouvoir ». M. Bazargan a également déclaré que les forces de gauche ne laissent pas de se battre pour le pouvoir.

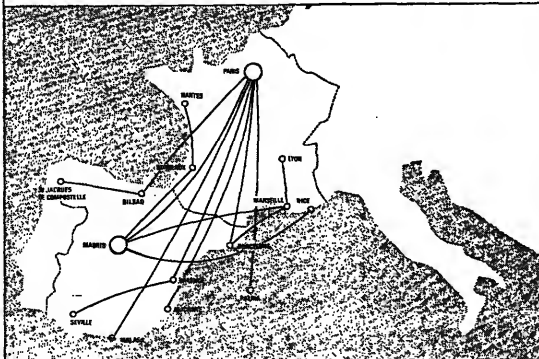
« Les partis de gauche continuent de se battre pour le pouvoir, mais les impérialistes et les socialistes, à l'exception de la gauche, ne se battent pas pour le pouvoir ». M. Bazargan a également déclaré que les forces de gauche ne laissent pas de se battre pour le pouvoir.

« Les partis de gauche continuent de se battre pour le pouvoir, mais les impérialistes et les socialistes, à l'exception de la gauche, ne se battent pas pour le pouvoir ». M. Bazargan a également déclaré que les forces de gauche ne laissent pas de se battre pour le pouvoir.

« Les partis de gauche continuent de se battre pour le pouvoir, mais les impérialistes et les socialistes, à l'exception de la gauche, ne se battent pas pour le pouvoir ». M. Bazargan a également déclaré que les forces de gauche ne laissent pas de se battre pour le pouvoir.

« Les partis de gauche continuent de se battre pour le pouvoir, mais les impérialistes et les socialistes, à l'exception de la gauche, ne se battent pas pour le pouvoir ». M. Bazargan a également déclaré que les forces de gauche ne laissent pas de se battre pour le pouvoir.

TOUTE L'ESPAGNE



Air France vous offre toute l'Espagne :

MADRID 21 vols par semaine au départ de Paris, dont 1 en Airbus. Cet été, 3 vols quotidiens (1 en Airbus, 2 en Boeing 727).

Autres vols au départ de :

NICE 4

MARSEILLE 5

LYON via Marseille 5

BORDAUX 5

NANTES via Bordeaux 5

BARCELONE

Vois hebdomadaires au départ de :

PARIS tous en Boeing 727 12

MARSEILLE 5

PALMA DE MAJORQUE 4 vols par semaine Air France-Vacances.

Autres vols hebdomadaires au départ de :

ALICANTE 3

MALAGA 4

BARCELONE 3

VALENCE 7

SEVILLE 7

Autres vols hebdomadaires au départ de :

PARIS tous en Boeing 727 12

MARSEILLE 5

Autres vols hebdomadaires au départ de :

PARIS tous en Boeing 727 12

MARSEILLE 5

Autres vols hebdomadaires au départ de :

PARIS tous en Boeing 727 12

MARSEILLE 5

Autres vols hebdomadaires au départ de :

PARIS tous en Boeing 727 12

MARSEILLE 5

Autres vols hebdomadaires au départ de :

PARIS tous en Boeing 727 12

MARSEILLE 5

Autres vols hebdomadaires au départ de :

PARIS tous en Boeing 727 12

MARSEILLE 5

Autres vols hebdomadaires au départ de :

PARIS tous en Boeing 727 12

AFRIQUE

Tchad

NDJAMENA SOUHAITE UN « GEL PROVISOIRE » DU RETRAIT DES TROUPES FRANÇAISES

D'autres tentatives, a-t-il poursuivi. La commission d'enquête créée par la conférence de Zaire II, les forces armées de l'Etat, pour déterminer la responsabilité dans les événements de la capitale, ont été suspendues.

« Les ministres des affaires étrangères ont décidé à la dixième conférence africaine qui se tient à Abidjan, le 10 mai, de suspendre le 10 mai leur détermination de libérer le Tchad et leur soutien total à la lutte du peuple tchadien ».

L'Union africaine (U.A.) a également décidé de suspendre son soutien à la lutte du peuple tchadien.

« Les ministres des affaires étrangères ont décidé à la dixième conférence africaine qui se tient à Abidjan, le 10 mai, de suspendre le 10 mai leur détermination de libérer le Tchad et leur soutien total à la lutte du peuple tchadien ».

L'Union africaine (U.A.) a également décidé de suspendre son soutien à la lutte du peuple tchadien.

« Les ministres des affaires étrangères ont décidé à la dixième conférence africaine qui se tient à Abidjan, le 10 mai, de suspendre le 10 mai leur détermination de libérer le Tchad et leur soutien total à la lutte du peuple tchadien ».

L'Union africaine (U.A.) a également décidé de suspendre son soutien à la lutte du peuple tchadien.

« Les ministres des affaires étrangères ont décidé à la dixième conférence africaine qui se tient à Abidjan, le 10 mai, de suspendre le 10 mai leur détermination de libérer le Tchad et leur soutien total à la lutte du peuple tchadien ».

L'Union africaine (U.A.) a également décidé de suspendre son soutien à la lutte du peuple tchadien.

« Les ministres des affaires étrangères ont décidé à la dixième conférence africaine qui se tient à Abidjan, le 10 mai, de suspendre le 10 mai leur détermination de libérer le Tchad et leur soutien total à la lutte du peuple tchadien ».

L'Union africaine (U.A.) a également décidé de suspendre son soutien à la lutte du peuple tchadien.

« Les ministres des affaires étrangères ont décidé à la dixième conférence africaine qui se tient à Abidjan, le 10 mai, de suspendre le 10 mai leur détermination de libérer le Tchad et leur soutien total à la lutte du peuple tchadien ».

L'Union africaine (U.A.) a également décidé de suspendre son soutien à la lutte du peuple tchadien.

« Les ministres des affaires étrangères ont décidé à la dixième conférence africaine qui se tient à Abidjan, le 10 mai, de suspendre le 10 mai leur détermination de libérer le Tchad et leur soutien total à la lutte du peuple tchadien ».

L'Union africaine (U.A.) a également décidé de suspendre son soutien à la lutte du peuple tchadien.

« Les ministres des affaires étrangères ont décidé à la dixième conférence africaine qui se tient à Abidjan, le 10 mai, de suspendre le 10 mai leur détermination de libérer le Tchad et leur soutien total à la lutte du peuple tchadien ».

L'Union africaine (U.A.) a également décidé de suspendre son soutien à la lutte du peuple tchadien.

« Les ministres des affaires étrangères ont décidé à la dixième conférence africaine qui se tient à Abidjan, le 10 mai, de suspendre le 10 mai leur détermination de libérer le Tchad et leur soutien total à la lutte du peuple tchadien ».

L'Union africaine (U.A.) a également décidé de suspendre son soutien à la lutte du peuple tchadien.

« Les ministres des affaires étrangères ont décidé à la dixième conférence africaine qui se tient à Abidjan, le 10 mai, de suspendre le 10 mai leur détermination de libérer le Tchad et leur soutien total à la lutte du peuple tchadien ».

L'Union africaine (U.A.) a également décidé de suspendre son soutien à la lutte du peuple tchadien.

« Les ministres des affaires étrangères ont décidé à la dixième conférence africaine qui se tient à Abidjan, le 10 mai, de suspendre le 10 mai leur détermination de libérer le Tchad et leur soutien total à la lutte du peuple tchadien ».

L'Union africaine (U.A.) a également décidé de suspendre son soutien à la lutte du peuple tchadien.

« Les ministres des affaires étrangères ont décidé à la dixième conférence africaine qui se tient à Abidjan, le 10 mai, de suspendre le 10 mai leur détermination de libérer le Tchad et leur soutien total à la lutte du peuple tchadien ».

L'Union africaine (U.A.) a également décidé de suspendre son soutien à la lutte du peuple tchadien.

501 من الامال

AMÉRIQUES

Grenade

APRÈS LE COUP D'ÉTAT DU 13 MARS

La vie a repris un cours normal malgré les menaces qui pèsent sur le nouveau régime

La révolution qui a porté au pouvoir le 13 mars dernier, dans la petite île caraïbe de Grenade, un jeune avocat, M. Maurice Bishop, semble peu à peu s'installer, malgré les menaces que font peser sur le nouveau régime les menaces que recruterait actuellement le premier ministre renversé, Sir Eric Gairy.

M. Bishop a accusé jeudi la C.I.A. de chercher à déstabiliser son gouvernement, dans une déclaration à la radio captée à Georgetown, en Guyana (l'ex-Guyane britannique). Le « plan » de l'agence américaine, selon M. Bishop, comprendrait une campagne destinée à

décourager les touristes, puis le sabotage et l'assassinat de dirigeants. Ce qui se passe à Grenade constitue la première expérience révolutionnaire dans une île anglophone de la région, où les traditions parlementaires de type britannique avaient toujours été respectées jusqu'à présent.

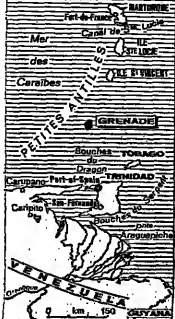
Correspondance

Saint-George. — Le petit avion qui effectue la liaison Trinité-Grenade transporte une multitude de Grenadinois. Avant d'être le régime présidentiel, un quart de la population de l'île aux épices (344 kilomètres carrés, 115 000 habitants) travaillait à la culture, attirée par la richesse pétrolière. À l'adopter, quelques années de l'armée révolutionnaire populaire ont permis la garde, sans de vieux fusils. Les étrangers sont, évidemment, interdits et interdits.

La mauvaise route qui relie l'île à la petite capitale de Saint-George, est, déjà, un indice de la situation économique déplorable de Grenade après six ans de régime de celui qu'il s'agit d'étranger n'a été molesté et que nous n'avons pas touché à leurs biens.

Grenade a connu l'histoire mouvementée de toutes les îles des Caraïbes. Découverte en 1498 par Christophe Colomb, elle a été son troisième voyage, elle n'a pas été colonisée, tout de suite, les Indiens caribbes opposant une résistance désespérée aux conquérants, puis, par familles entières, ont quitté les îles. Les colons (les Indes) dans la mer afin d'échapper aux colons français qui venaient d'acheter l'île. Ils ont deux bouteilles de « brandy » et des colifichets. Les changes de main à de nombreuses reprises ont été de revendre finalement aux Anglais, en 1763. Toutefois, la majorité de la population est restée caribbe.

L'histoire des trente dernières années est intimement liée à la personnalité de Sir Eric Gairy, ancien leader syndicaliste, qui, pendant longtemps, était très populaire auprès des agriculteurs. Arrivé au pouvoir en 1967, à l'époque où la Grande-Bretagne accordait aux petites îles caribbes une autonomie une large autonomie, Sir Eric a régné sans partage, créant notamment une milice privée, les « mungos », venant locale des trinitiens, les « trinitiens », de la famille Durval, à Haiti. Ce pays de 1 100 habitants ne comptait pas moins de 1 500 soldats, policiers et militaires. Leader zélé et de beaucoup vaillant, l'ancien premier ministre avait réussi à transformer ce paradis pour touristes en véritable enfer pour la population. En 1973, il demanda dans le sang les manifestations de l'opposition, jusqu'à ce que l'ancien premier ministre, et blessant ce dernier, voyant sa popularité tomber, Sir Eric décida de demander l'indépendance, sous le nom de la Grande-Bretagne, le 2 février 1974. Depuis, la situation économique n'a cessé de se détériorer.



autonome à présent à la tête des Caraïbes. Plus de cinquante ans de couverture, de draps dans les hôpitaux, des écoles qui contiennent en réalité des villages, l'île, minuscule saillie de la mer, à l'extrémité de l'arc des Petites Antilles, à 300 kilomètres environ des côtes vénézuéliennes, tire ses ressources de l'agriculture — bananes, cacao et îlots de maïs — dont elle est la première productrice mondiale, et du tourisme. Saint-George compte moins de 10 000 habitants. Bâti entre des collines verdoyantes où poussent de petites mannes au toit rouge, le petit port accueille en permanence une multitude de bateaux de plaisance, et la révolution du 13 mars n'a pas freiné l'afflux des touristes, au contraire, affirme un responsable de l'information, « la loi est de suite en vigueur ».

Confrontant les devoirs publics avec sa fortune personnelle, Sir Eric Gairy possédait plusieurs night-clubs dans l'île et aux États-Unis. Il avait pu transporter de l'argent des élections de 1976, emmenant de nombreuses irrégularités dans la campagne électorale, dont la principale composante était le JMW (Joint Movement for Workers, Education and Liberation, le Mouvement pour le travail, l'éducation et la libération) de M. Maurice Bishop. Le gouvernement révolutionnaire issu du coup d'État du 13 mars ne semble vouloir tenir



La collection Les Grands Voyages
Dans chacun de ses titres, une introduction générale à l'histoire, la géographie, la culture et les arts du pays concerné.
Les grandes régions que le voyageur est amené à découvrir sont ensuite étudiées une à une.
Des renseignements pratiques : hôtels, transports, dates de fêtes.



diffusion
ARMAND COLIN

IAN HAMEL

MAI 79

Breguet

LANCE 3 NOUVEAUX DOMAINES.



DOMAINE D'ARMAINVILLIERS. A OZOIR LA FERRIERE.

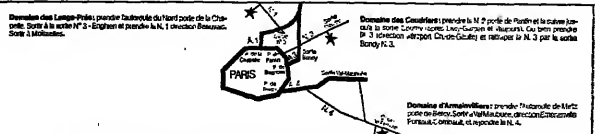
A 25 km de Paris par l'A.4 et la N.4, directement en lisière de la forêt d'Armainvilliers (5 000 ha), voit un Domaine de très grande classe. Vous y trouverez 4 modèles de grandes et luxueuses maisons de 124 à 278 m² à 8 pièces, garages 1 ou 2 voitures. Terrains de 200 à 1 400 m². Domaine d'Armainvilliers 77330 Ozoir-la-Ferrière. Tel. 025.75.72.

DOMAINE DES COUDRIERS. A COURTRY.

A 18 km seulement de Paris par la N.5 et la D.84, voit un Domaine largement ouvert sur la campagne et bien isolé des zones urbanisées par le Parc Forestier de Bondy. Nous y construisons de très confortables maisons vraiment individuelles de 5, 6 et 7 pièces, de 110 à 173 m². Terrains de 500 à 300 m². Domaine des Coudriers 77490 Courtry. Tel. 020.75.72.

DOMAINE DES LONGS PRES. A BOUFFEMONT.

A 31 km de Paris par l'A.1 et la N.1, en lisière de la magnifique forêt de Montmorency et à 1 km (un train toutes les 20 min. aux heures de pointe) de la gare, voit un Domaine dont les maisons ont toutes un grand garage en sous-sol. Ce sont des maisons à étage, de 154 et 178 m² (5 et 6 pièces). Domaine des Longs Pres 93570 Bouffemont. Tel. 991.25.59.



VISITE DES MAISONS MODÈLES OU BUREAUX DE VENTE, TOUS LES JOURS DE 10 H À 19 H.
Sauf mardi et mercredi non fériés.

Précurseur du rapprochement Est-Ouest

Cyrus Eaton est mort

Le millionnaire américain Cyrus Eaton s'est éteint le 9 mai dans sa propriété des environs de Cleveland.

Mort à quatre-vingt-neuf ans l'homme d'affaires américain Cyrus Eaton aura vécu assez longtemps pour voir ses idées tomber dans le domaine public. Idées simples et en fait très novatrices, il en a fait son principe de la libre entreprise dans les relations entre l'Est et l'Ouest. Pour lui, le communisme n'était pas une aberration démocratique condamnée à disparaître par la victoire inéluctable des forces de la liberté et du bien ; c'était un phénomène historique transitoire que l'on pouvait surmonter, mais dont il convenait de s'accommoder pour éviter que les deux blocs ne s'affrontent en une collision mortelle pour le genre humain. L'accord sur SALT 2 intervenu le jour même du décès de Cyrus Eaton donne rétrospectivement valeur prémonitrice aux efforts qu'il déploya.

Cyrus Eaton ne se contentait pas de prêcher dans le désert de la guerre froide et de ses séquelles. Il agissait, se faisant le commis voyageur d'une idéologie avant la lettre. C'est lui qui lança et finança au milieu des années 1950 les conférences de Poughkeepsie du nom du petit village de pêcheurs de la Nouvelle-Écosse (Canada) où il avait vu le jour le 27 décembre 1883. Elles réunissaient à intervalles irréguliers des hommes d'affaires et des économistes américains et américains, ainsi que des experts en

stratégie. Il n'hésitait pas à s'engager personnellement et à offrir ses vastes officines de nombreux dirigeants soviétiques, dont M. Krouchtchev et Kossyguine, et repartir en 1960 le prix Nobel et en rapportant un « plan de paix », qui fut mis à la corbeille par le gouvernement américain, alors persuadé qu'il aurait le dernier mot sur le terrain — contrairement à la conviction soviétique faite écrivain en public par le journaliste Walter Lippmann, et par le mouvement de la libération de M. Maurice Bishop.

Le gouvernement révolutionnaire issu du coup d'État du 13 mars ne semble vouloir tenir

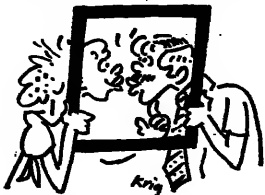
On peut imaginer les soupçons et les colères qui peuvent sur cette activité déborder. Il fut en butte aux critiques du F.B.I. aux « dénonciations » de politiciens bien-pensants. Cyrus Eaton n'en eut cure. Il faisait front avec l'indépendance de son monde mais qui ne devait sa réussite qu'à son imagination et à son sens du dollar en mouvement — et que ne trouvaient aucun de ces « complaisants » envers le communisme, contrairement attribués aux États-Unis aux positions dites « libérales ». C'est, par ailleurs, et son par sympathie idéologique, que Cyrus Eaton construisait et libérait des entreprises. A ce titre, il restera un modèle de ce « robuste individualisme » qui caractérisait la légende des pionniers américains. A. C.

Mme Thatcher affirme que son gouvernement participe activement au développement de la C.E.E.

هكذا من الاجل

Tout ce que vous aimez s'encadre pour la vie.

peintures, dessins, gravures, estampes, miniatures, affiches, canevas, fleurs séchées, batiks indiens



atelier du centre de l'encadrement

34, rue René Boulanger 75010 Paris
Tél. 607.9634 (métro République)

(Publicité)

A l'occasion de l'ANNÉE de l'ENFANT
la Commission de L'Ordre du Conseil de l'Ordre
du GRAND ORIENT DE FRANCE
organise le

MARDI 15 MAI 1979

de 9 h 30 à 18 h 30
en l'Hôtel du GRAND ORIENT DE FRANCE
16, rue Codet. — PARIS (9^e)

UN COLLOQUE SUR L'ENFANT

avec la participation de
M. le Professeur Alfred KASTLER
M. le Professeur Jean LANGEVIN
M. le Professeur Francis PERRIN

Au cours de ce colloque seront traités les thèmes suivants :

- L'AVÈNEMENT HARMONIEUX DE LA VIE, par le Professeur M. Marois.
- L'ENFANT ET LA VILLE, par le Professeur Laborit.
- LE MERVEILLEUX ET LE SACRÉ CHEZ L'ENFANT, par Mme Jacqueline Marchand.
- LES CONDITIONS DU DÉVELOPPEMENT DE LA PERSONNALITÉ DE L'ENFANT, par Mme Hélène Gratiot-Alphandery.
- LE RESPECT DE L'ENFANT, par le Professeur Ernest Kahane.
- SEXUALITÉ ET PHILOSOPHIE LAÏQUE, par le Docteur Lassus-Capelle.
- L'ENFANT VERS L'HOMME, QUEL HOMME ? QUELLE SOCIÉTÉ ?, par M. Michel Lasserre.

LE DÉBAT EUROPÉEN

TRIBUNE DU 10 JUIN

Europe, où es-tu ?

par MICHEL COINTAT (*)

Là campagne électorale pour l'Europe commence. Nous connaissons maintenant les candidats des quatre grandes formations politiques : les communistes, comme d'habitude, proposent une liste d'opposition systématique contre l'Europe, contre le gouvernement, contre tout ; les socialistes offrent un éventail mélange de laudations contradictoires, où les réformateurs trouvent refuge sans trop savoir pourquoi ; l'U.D.F. regroupe des modérés d'un peu partout, un peu de centre, un peu de gauche, un peu de droite, et même un R.P.R. ; quant au Rassemblement pour la République, il aligne l'écologie probablement la plus homogène. Mais elle apparaît comme anti-européenne, avec une marque essentiellement paritaire.

Les semaines qui viennent seront l'objet d'une belle campagne sur la politique intérieure, sur l'emploi, sur l'inflation et sur quelques grands principes.

Mais parlerons-nous vraiment de l'Europe ? Ce n'est pas sûr. L'Europe est pourtant l'unique enjeu de la compétition.

C'est pas sûr, parce que, pour présenter convenablement quelques choses, il faut en bien connaître les tenants et les aboutissants. Or, quelle sont ceux qui sont capables de se retrouver dans le labyrinthe de l'organisation de la Communauté européenne, et surtout d'apprécier une liste ?

Les États-majors des partis ont désigné des personnalités politiques, mais combien de candidats, quel bon point ont-ils et quelle que soit leur déroute, seraient-ils capables de répondre immédiatement dans un face-à-face en direct à quelques questions essentielles du genre de : Quelle est la différence entre l'Assemblée européenne et le Conseil de l'Europe ? Comment calcule-t-on les fameux montants compensatoires ? Qu'est-ce que la préférence communautaire et la solidarité financière ? De même, qu'est-ce que la marge de manœuvre, le taux maximum et les dépenses sont obligatoires, les préférences et les restitutions ?

Personne à part quelques initiés généralement érudits, et ceux qui seront pionniers d'un « touriste » d'un an encore moins que les autres. Alors, dans cette ambiance de connaissances, les idées s'écroulent, les affirmations deviennent introuvables. Quand on ne connaît pas un problème, on est obligé, on s'en fait aux grands principes et, finalement, on devient sceptique en perdant le bon sens et la raison.

En définitive, le résultat est que, dans les arènes européennes, on ne voit s'affronter que les tenants de la supranationalité — qui est la négation des États — et les tenants de l'intransigeance nationale — qui est la négation de l'Europe.

Il n'est pas suffisant de présenter l'Europe, soit à la manière du Grand Mécanisme comme un rêve indéfinissable, soit à la manière des héros de Cornélius comme le début de l'Apocalypse.

Dans tout cela, quel est le rôle de l'électeur, qui ne pourra pas panacher et qui est confronté à un cocktail d'opinions contradictoires intimement mélangées dans chaque liste ? Ce choix est impossible.

Nos comparaisons sont à la fois confuses pour l'Europe et profondément françaises. Nous sentons tous que l'Europe est une nouveauté. De même que les agriculteurs, les artisans, les commerçants, les P.M.E., sont obligés de se grouper, de s'organiser, pour lutter contre les grandes surfaces, les multinationales, les grosses exploitations, de même la France, grand pays par la culture, petit pays économique, est conduite à s'associer avec ses voisins pour ne pas être mangée par les Super-Grands.

L'Europe, qu'en la veuille ou non, est notre seule chance de pouvoir sauvegarder notre indépendance nationale.

Bien schématisé, cela s'est possible que l'on construise une Europe des réalités, concrète, pragmatique, pérenne, progressive, se rythmant avec les saisons, une Europe indépendante, avec une règle de jeu précise, un respect de l'individu, une justice, une solidarité, des 1959, le général de Gaulle, en obtenant la politique agricole commune.

Cela suppose de la vigilance, de la volonté, de la main de l'Europe. Dans les moindres détails, il y a des brûlures, des soubres et des disputes, mais il y a la compréhension mutuelle.

L'Europe, c'est défendre, certes, mais la plus grande fermeté, les intérêts de son pays, mais c'est aussi comprendre les difficultés des autres. C'est le propre d'une communauté.

Si les neuf États membres, se dressent dans une indépendance totale, décidément de refuser toute coopération, la construction européenne serait impossible.

Il est temps que les gaullistes européens — respectueux de l'engagement qui leur a été donné depuis plus de trente ans — réalisent pour leur cause ces quelques dérogations, qui désorientent et affligent les citoyens, afin d'envoyer à Strasbourg une équipe d'hommes capables de poursuivre la construction d'une Europe des réalités, contribuant à la fois à la prospérité des États membres et à l'équilibre du monde.

(*) Ancien ministre, député R.P.R., maire de Rougemont.

Le cri des oies

par FRANÇOISE GIROUD

Pourquoi quatre listes et quatre conséquences ?

Puisque personne ne se propose de débiter le traité de Rome, qui a fondé la Communauté européenne, ni même d'en réviser les dispositions, en quel la présence, à l'Assemblée européenne, d'un représentant des régionalistes, des fédéralistes, des décentralistes, des écologistes, ou de tout autre groupe de citoyens relevant de se diffuser dans l'un des quatre partis « officiels » serait-elle dommageable, et à quel ?

En théorie, rien ne s'y oppose. En pratique, les verrous ont été mis. Au scrutin proportionnel, cette présence est décriée, en effet, un député sur quatre-vingt-un voit 1,2 % des voix.

Mais le premier lot ne s'écroule que par contre, les bulletins de toute liste qui ne réunissent pas 5 % des suffrages ne seraient pas remboursés par l'État des 3 millions et demi de francs qu'il leur faut avancer pour payer les bulletins de vote et autres dépenses obligées, à l'exclusion de tous frais de campagne proprement dits.

Cette forme moderne d'auffrage consisterait à ne pas voter, à ne pas voter et à ne pas voter, à l'exclusion de tous frais de campagne proprement dits.

N'en prenons qu'un exemple : les écologistes.

En y a une affaire européenne, c'est l'exemple modèle. On ne contrôle sa femme en France ou en Allemagne, du côté de Rhin, et la radio-activité, meurtrière pour des générations, ne s'arrête pas politiquement aux frontières.

Que l'Europe renonce à toute utilisation de l'énergie nucléaire, et les

conséquences ne seront pas négligeables non plus.

En attendant, devant les manifestations de révolte qu'elle provoque, l'Assemblée nationale a dû voter sensiblement en baisse les crédits qu'elle s'était fixés en 1974, et la chancelière Schmidt vient de demander « que l'on prenne en sérieux les crédits d'Europe ». En Autriche, le chancelier Kreisky s'est solennellement engagé à ne plus coopérer de centrales et de déchets, à cette attitude son échec est électoral.

Qui s'oppose, surtout, à la production des centrales nucléaires ? La partie de la population la plus conservatrice, la moins dynamique, la plus portée par une âge à ses motifs tristes à l'égard des progrès de la technologie ? Non, celle-ci est, en gros, réconciliée. Elle en a besoin.

C'est le journaux qui s'opposent contre la société de gaspillage associée à la destruction de la société nucléaire.

« Les jeunes, disait Louis Armand, ont les préoccupations de la société comme les autres, mais ils ont les tremblements de terre. On s'en rend compte de sismographes qui remplacent les oies. Celle-ci ne savent que crier pour annoncer un tremblement de terre, mais c'est déjà quelque chose ! »

Les quatre chefs de file des listes actuellement admises à être en présence peuvent dormir sur leurs huit orlans.

A moins d'un tourment qui leur nuira, le cri des oies ne s'arrête pas perturber à la télévision, ni plus tard à Strasbourg, leurs discours d'un autre temps.

La production de la France n'a jamais été aussi riche de jansons. Que son expression la plus vive dans tant de domaines nouveaux soit éteinte par l'argent, beau programme pour l'Europe de l'avenir, n'est-ce pas vrai ?

sous-verre instantané...



Développement et Cochet X. Rue L.M. 30, rue d'Angoulême, 1019 Paris.

samedi 13h

Jean DANIEL
sera
rédacteur en chef
du journal
inattendu de
RTL
avec J.C. LARRIVOIRE

Avenir Onze

**VIVEZ AU CENTRE DE PARIS
POUR MOINS DE
5900 F/m²**

Au centre d'un vieux quartier de Paris en pleine rénovation, MANERA S.A. vous propose, pour moins de 5.900 F le m² utile, dans un immeuble de qualité, 108-110 rue St-Maur, des 2 pièces et studios livrables immédiatement.

Laissez-vous séduire par une visite sur place de l'appartement témoin décoré. (Jours de visite : lundi, jeudi ou vendredi de 14 h à 19 h et samedi ou dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h - Tél. 806.03.73).



Pour recevoir une documentation sur Avenir Onze, retournez ce coupon à
MANERA S.A., 64, rue du 8-Mai-1945 - 92000 Nanterre.

Nom _____ Adresse _____
Code postal _____ Tél. _____

L'Anisette, la vraie,
est toujours blanche.

Anisette
Florinis
la véritable anisette
des Frères Gras

ESPAGNE

Une occasion rare
Une chance exceptionnelle
A partir de 100 000 F, vous pouvez acquérir un appartement de 2 ou 3 pièces, dans un quartier très agréable, avec piscine, parking, etc.

APPARTEMENT
de 40.000.- à 67.000.-

VILLA neuve
de 100.000.- à 150.000.-

En tant que propriétaire de 100 000 F, vous pouvez acquérir un appartement de 2 ou 3 pièces, dans un quartier très agréable, avec piscine, parking, etc.

Nom _____ Adresse _____
Code postal _____ Tél. _____

مكتبة الادب

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le soutien de l'investissement productif industriel

Jeridi 10 mai, l'Assemblée nationale examine le projet de loi relatif au soutien de l'investissement productif industriel. Ce texte, explique M. Tard, rapporteur général de la commission des finances, vise à consolider la croissance de cet investissement par un nouveau dispositif de soutien « modéré dans son ampleur, et prévu à encourager les créations d'emplois ».

S'ajoutent donc à l'attribution de prêts à conditions avantageuses leur volume est porté de 2,5 à 4 milliards de francs) trois mesures fiscales qui font l'objet du présent projet.

— La première donne en 1979 et en 1980 un

effet fiscal à la réévaluation des bilans en le plaçant à l'effort des entreprises en matière d'investissements productifs, mesure pouvant être prolongée au-delà de 1980 en fonction de la conjoncture.

— La seconde associe pour 1979 et 1980 un avantage fiscal à l'attribution de certaines aides de l'Etat.

— La troisième institue une aide fiscale permanente à la recherche grâce à une accélération du rythme d'amortissement des équipements de recherche scientifique et technique.

Dans son intervention à la tribune, M. Tard redonne notamment une fois de plus les effets de ce nouvel encouragement les entreprises ne tombent à nouveau dans l'attente en attendant un nouvel effort de gouvernement. En conclusion, il s'interroge sur les conséquences du dispositif prévu sur la situation de l'emploi. Après avoir écarté toute relation de la conjoncture, qui absorberait selon lui, « à une inflation incontrôlable et à une aggravation de la situation de l'emploi », il s'attache à démontrer que l'investissement productif industriel est une condition essentielle de la croissance. M. PAPON, ministre du budget, évoque ensuite les deux caractéristiques essentielles du texte en discussion.

1) Le choix d'un moment approprié : « La situation financière de l'Etat est telle qu'il est nécessaire de prendre des mesures de ce type et estime que les entreprises ont besoin de la prise de ces mesures à ce moment.

Pour M. EMMANUELLI (P.S., Landes), dans ces conditions sont nécessaires pour la relance des investissements, la reconstruction de la capacité financière des entreprises, l'existence de débouchés, c'est-à-dire d'une demande suffisante. C'est-à-dire d'un pouvoir d'achat.

M. JOYEUX (R.C., Haute-Vienne), « Les mesures sont adaptées à la situation budgétaire difficile. Il ne s'agit pas d'une réaction globale qui soit à l'initiative de la lutte contre l'inflation et du maintien de notre économie. Il s'agit d'aider les entreprises dynamiques, non de se substituer

Les députés de la majorité imposent la dissolution de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie

Jeridi 10 mai, en séance de nuit, l'Assemblée nationale examine en troisième et dernière lecture le projet de loi modifiant les modes d'élection de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie.

Le désaccord subsistant avec le Sénat, le gouvernement demande, en effet, aux députés de voter définitivement. M. PIOT (R.P.R.), rapporteur de la commission des lois, indique que cette dernière propose finalement de retarder le dernier texte adopté par l'Assemblée nationale modifié par une partie de l'amendement voté par le Sénat. Cet amendement, adopté par les sénateurs (180 voix contre 160) au cours de leur séance de l'après-midi, dealt 60 à l'initiative de M. MAILLARD (R.P.R., Seine-et-Marne). Il avait pour objet principal d'attribuer à son auteur et au rapporteur M. CHEVREUIL (R.I., Nouvelle-Calédonie), de laisser à l'Assemblée (et non au Parlement) la prérogative et la responsabilité de la dissolution éventuelle de l'Assemblée territoriale.

M. MAILLARD, sénateur de la Polynésie (Union centriste), exprimant le vœu de la majorité du Sénat, avait demandé au gouvernement de ne pas dissoudre l'Assemblée territoriale.

M. DIJOU, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, explique que la dissolution est inévitable et que les Calédoniens doivent être pleinement consultés. A son avis, le problème de l'indépendance est « un faux problème », « C'est-à-dire qu'il n'est pas possible de le résoudre dans un territoire qui n'est pas prêt à l'indépendance ». M. FOYER (R.P.R.), président de la commission des lois, insiste sur l'accord du Parlement sur la nécessité de dissoudre l'Assemblée territoriale et de procéder rapidement à de nouvelles élections.

En séance publique, la demande de retrait en commission, réclamée par les socialistes, est repoussée par 378 voix contre 198.

M. FRANCISCHINI (P.S.) évoque le déroulement des débats et parle à ce sujet de « véritable participation ». « Ce projet », dit-il, « ne peut pas être voté sans que la majorité des députés ne soit consultée ». M. DIJOU, secrétaire d'Etat, réagit en disant que la dissolution est « une décision de la majorité des députés ». M. DIJOU, secrétaire d'Etat, réagit en disant que la dissolution est « une décision de la majorité des députés ».

M. DIJOU, l'indépendance n'est pas possible

M. DIJOU, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, explique que la dissolution est inévitable et que les Calédoniens doivent être pleinement consultés. A son avis, le problème de l'indépendance est « un faux problème », « C'est-à-dire qu'il n'est pas possible de le résoudre dans un territoire qui n'est pas prêt à l'indépendance ». M. FOYER (R.P.R.), président de la commission des lois, insiste sur l'accord du Parlement sur la nécessité de dissoudre l'Assemblée territoriale et de procéder rapidement à de nouvelles élections.

En séance publique, la demande de retrait en commission, réclamée par les socialistes, est repoussée par 378 voix contre 198.

M. FRANCISCHINI (P.S.) évoque le déroulement des débats et parle à ce sujet de « véritable participation ». « Ce projet », dit-il, « ne peut pas être voté sans que la majorité des députés ne soit consultée ». M. DIJOU, secrétaire d'Etat, réagit en disant que la dissolution est « une décision de la majorité des députés ».

AU SÉNAT

- Strict contrôle des explosifs
- Assouplissement de la vaccination antivariolique obligatoire
- Mesures en faveur de l'accession à la propriété

Le Sénat a adopté, jeridi 10 mai, en première lecture, avant l'Assemblée nationale, le projet de loi tendant à réprimer le défaut de déclaration de la disparition de produits explosifs. « Il est déclaré d'urgence », indique le rapporteur M. GOND (Union centriste, Alpes-Maritimes).

« Ce projet », dit-il, « est d'actualité car il s'agit d'un problème de sécurité publique. Les explosifs sont utilisés dans de nombreux domaines, notamment dans l'industrie, la construction, l'agriculture, etc. Il est donc nécessaire de contrôler strictement leur utilisation et leur stockage ».

M. GOND, ministre de l'Intérieur, indique que le projet de loi vise à renforcer le contrôle des explosifs et à prévenir les accidents. « Il s'agit d'une mesure d'urgence », dit-il, « car les explosifs sont utilisés dans de nombreux domaines, notamment dans l'industrie, la construction, l'agriculture, etc. Il est donc nécessaire de contrôler strictement leur utilisation et leur stockage ».

Le Sénat a adopté, jeridi 10 mai, en première lecture, avant l'Assemblée nationale, le projet de loi tendant à réprimer le défaut de déclaration de la disparition de produits explosifs. « Il est déclaré d'urgence », indique le rapporteur M. GOND (Union centriste, Alpes-Maritimes).

« Ce projet », dit-il, « est d'actualité car il s'agit d'un problème de sécurité publique. Les explosifs sont utilisés dans de nombreux domaines, notamment dans l'industrie, la construction, l'agriculture, etc. Il est donc nécessaire de contrôler strictement leur utilisation et leur stockage ».

M. GOND, ministre de l'Intérieur, indique que le projet de loi vise à renforcer le contrôle des explosifs et à prévenir les accidents. « Il s'agit d'une mesure d'urgence », dit-il, « car les explosifs sont utilisés dans de nombreux domaines, notamment dans l'industrie, la construction, l'agriculture, etc. Il est donc nécessaire de contrôler strictement leur utilisation et leur stockage ».

L'ORDRE DU JOUR DES PROCHAINES SÉANCES

La conférence des présidents a établi comme suit l'ordre du jour des prochaines séances de l'Assemblée nationale :

● Mardi 15, mercredi 16, après les vacances de Pâques, à 14 heures, séance plénière à 14 heures.

● Jeudi 17 mai : projet, adoption du projet, adoption de la loi relative à la situation budgétaire difficile. Il ne s'agit pas d'une réaction globale qui soit à l'initiative de la lutte contre l'inflation et du maintien de notre économie. Il s'agit d'aider les entreprises dynamiques, non de se substituer

● M. Raymond Torréras (C.F., Doubs), membre de la commission de la défense sur le projet de loi relatif à l'établissement public national chargé de gérer les participations, qui lui sont dévolues par l'Etat, a été élu président de la commission. M. Torréras a été élu président de la commission de la défense sur le projet de loi relatif à l'établissement public national chargé de gérer les participations, qui lui sont dévolues par l'Etat, a été élu président de la commission.

● M. Raymond Torréras (C.F., Doubs), membre de la commission de la défense sur le projet de loi relatif à l'établissement public national chargé de gérer les participations, qui lui sont dévolues par l'Etat, a été élu président de la commission.

SEITA. Vos doigts sont moins jaunes.

En vingt ans, les taux moyens de goudrons et de nicotine de nos cigarettes ont été réduits de moitié.

Ceci est dû aux efforts de recherche du Seita.

Par exemple, le croisement et la sélection des plants de tabac ont permis d'obtenir de nouvelles variétés, naturellement moins chargées en goudrons et nicotine.

De même, l'utilisation du laser pour la perforation du papier a augmenté sa perméabilité : les goudrons produits par chaque cigarette sont encore réduits de 5 mg.

Enfin, dernier exemple parmi des dizaines : la mise au point de matériaux extrêmement fins pour les filtres permet de retenir jusqu'à 50 % de goudrons et de la nicotine, tout en conservant un tirage agréable.

Vos doigts sont la preuve que nous avons obtenu des résultats.

Alors, nous continuons.

SEITA. Nous réduisons les risques. Pas votre plaisir.

Service d'Exploitation Industrielle des Tabacs et des Allumettes.

Oncle John

Le confort et la discrétion de Style Anglaise

MEUBLES & SIEGES ANGLAIS

-25% sur tous les articles de mobilier d'occasion

-15% sur tous les articles de mobilier neufs

Pendant tout le mois de mai

Un décorateur est à votre disposition gratuitement le samedi après-midi

Ouvert tous les jours sauf dimanche et lundi matin

Parcours 165 F

Table 245 F

Chaise 90 F

Parcours 165 F

Table 245 F

31, rue Jean, 75004 PARIS - 01-26-26-26

10 Juin 1979

Elections Européennes

LE GUIDE PRATIQUE DES ELECTIONS

12 000 exemplaires vendus

6^e édition mise à jour en 1979

par A. JABIN et J. BACHELAND

spécialistes du contrôle électoral

350 pages format 21 x 27

220 réponses à l'électeur et au candidat

Les textes de référence indispensables et annotés les textes concernant les élections Européennes.

Tous les formulaires et leur mode d'emploi.

Edition sous forme mobile avec un petit format 148 F francs

Indiquant par correspondance aux Editions EUROPA

34, rue Truffaut, 75001 PARIS CEDEX 17

Expédition immédiate

Edition brochée exclusivement chez votre librairie 116 F

POLITIQUE

Le vingt-troisième congrès du P.C.F.

Les communistes sont invités à développer leur action dans les luttes sociales

Les délégués qui ont pris la parole, jeudi 10 mai, au congrès du P.C.F., ont expliqué et illustré la politique du parti communiste dans presque tous les domaines mentionnés, la veille, par M. Georges Marchais. Cependant, les luttes sociales ont occupé la première place, notamment dans les interventions de MM. Alain Amicible (Mauricie-et-Moselle) et André Sainjon (Seine-Saint-Denis), consacrées à la sidérurgie.

Les communistes ont été appelés à jouer un rôle « de pointe » dans la lutte des travailleurs de la sidérurgie contre la réduction du coût de cette industrie. C'est là un terrain à plusieurs égards privilégié pour le P.C.F., comme on l'a vu depuis la dernière assemblée nationale, en particulier, lors de la marche des sidérurgistes sur Paris, le 23 mars. D'une part, le parti communiste et la C.G.T. entendent nombreux qu'ils sont les seuls à refuser catégoriquement toute mesure de démantèlement et, sur ce

point, ils accusent le P.S. de « double langage » d'autre part, en prenant la défense d'une branche d'activité essentielle, le P.C.F. donne une application concrète de sa politique de lutte contre le « déclin de la France » et contre l'intégration européenne.

Le Marchais comme a été critiqué également par des délégués du sud de la France, qui ont insisté sur ses conséquences néfastes pour les agriculteurs et sur la menace que constitue l'entrée des pays méditerranéens dans la C.E.E. Là encore, l'ambiguïté des positions du P.S. a été dénoncée et les communistes ont été invités à intensifier leur activité dans les organisations agricoles.

Les problèmes des femmes ont été évoqués à plusieurs reprises. Mme Gisèle Moreau, députée de Paris, affirmant que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme. M. Charles Piterman, membre du secrétariat, a confirmé, jeudi soir, sur France-Inter, que le

nombre de femmes siégeant au comité central sera augmenté. On a insisté, d'autre part, que leur représentation soit accrue au bureau politique, qui pourrait avoir Mme Moreau, une femme intellectuelle, devrait aussi occuper une plus grande place dans les instances dirigeantes. Cette exigence a été exprimée, jeudi, dans l'intervention de M. Claude Frixoux, seul délégué qui ait émis certaines critiques contre la politique du P.C.F. M. Roger Vainqueur, maire de Sèvres, qui, au cours de la conférence fédérale des Hauts-de-Seine, s'était déclaré en désaccord, sur plusieurs points, avec la direction, a adressé une lettre à la délégation de ce département, dont il faisait partie, pour lui indiquer qu'il ne désignait pas au congrès.

M. Frixoux a mis en garde les communistes contre la tentation d'adopter, sur la question des politiques sociales, un point de vue simpliste. Cette remarque vint surtout pour les militants critiques que pour ceux qui adhèrent

à la formule du « bilan globallement positif » des pays de l'Est. M. Frixoux a souligné la persistance, dans ces pays, de « phénomènes organiques » qui expliquent certains faits critiqués par les communistes français.

La politique du P.C.F. vis-à-vis des intellectuels a été expliquée par M. Jean Jack Bédier, député de Seine-Saint-Denis, et Lucien Séve (Hauts-de-Seine). Insistant sur l'importance du normalisation de la pensée qui accompagne l'offensive du capitalisme pour sortir de la crise, le P.C.F. s'efforce comme le parti de la résistance face aux « naufrages de l'espérance », et comme celui de la diversité de pensée. Le discours de M. Séve, dont la liberté de ton a provoqué l'enthousiasme des délégués, a donné un exemple de ce qui pourrait être la « fermeté » du parti, qui est à l'opposé, a-t-il dit, de toute « fermeté ».

PATRICK JARREAU.

La séance du vingt-troisième congrès du parti communiste s'ouvre jeudi matin 10 mai sur une intervention de M. Alain Amicible (Mauricie-et-Moselle), qui traite de la situation dans la sidérurgie. Il dénonce la politique gouvernementale qui, selon lui, se base sur la réduction des coûts de production à tout prix, sans tenir compte des conséquences sociales et environnementales. Il appelle à une action plus ferme pour protéger les emplois et l'environnement.

Mme Catherine Margat (Hauts-de-Seine) résume l'idée que le P.C.F. se fait de la contestation. Elle explique que, dans la classe ouvrière, le parti communiste est le seul à défendre les intérêts des travailleurs. Elle insiste sur la nécessité de lutter contre la dégradation des conditions de travail et de défendre les acquis sociaux.

M. Claude Mammou (Bouches-du-Rhône) traite de la « guerre idéologique » menée contre le parti communiste. Il explique comment les médias et les forces politiques adverses tentent de discréditer le parti. Il appelle à une vigilance accrue et à une action plus ferme pour défendre la ligne communiste.

M. Jean-Jacques Bédier (Seine-Saint-Denis) évoque la situation dans la sidérurgie. Il insiste sur la nécessité de lutter contre la réduction des coûts à tout prix, sans tenir compte des conséquences sociales et environnementales. Il appelle à une action plus ferme pour protéger les emplois et l'environnement.

Le message de la Charte 77 adressé au vingt-troisième congrès

Voici le texte du message adressé par le porte-parole de la Charte 77 au vingt-troisième congrès du P.C.F., qui se tient au moment où le Mouvement a fait état dans ses éditions du 10 mai : Chères délégués, chers délégués, la Charte 77 n'est pas un mouvement d'opposition à un groupe politiquement homogène. Il y a parmi nous des hommes d'opposition très différents, communistes inclus. Nous sommes une libre association de citoyens qui ont décidé de s'efforcer d'agir pour l'appelation et le respect des droits de l'homme, droits civiques et sociaux, inscrits dans la Constitution tchécoslovaque et reconnus par les conventions internationales et l'acte final de la conférence d'Helsinki.

« Au moment où se tient votre congrès, il y a en Tchécoslovaquie, dans les rangs des travailleurs, des luttes idéologiques, des luttes de citoyens qui ont décidé de s'efforcer d'agir pour l'appelation et le respect des droits de l'homme, droits civiques et sociaux, inscrits dans la Constitution tchécoslovaque et reconnus par les conventions internationales et l'acte final de la conférence d'Helsinki.

« Nous voudrions attirer tout particulièrement votre attention sur les cas concrets de quelques citoyens innocents qui sont en prison en Tchécoslovaquie ou qui sont poursuivis pénalmente, peut-être surtout parce qu'ils ont été pendant de lon-

« Le verrou du profit »

La répression que la répression qui se poursuit au sein du parti s'explique par le fait que le parti communiste est le seul à défendre les intérêts des travailleurs. Elle insiste sur la nécessité de lutter contre la dégradation des conditions de travail et de défendre les acquis sociaux.

M. Marcel Guindard (Vendée) décrit l'évolution politique récente de la Tchécoslovaquie. Il explique comment les médias et les forces politiques adverses tentent de discréditer le parti. Il appelle à une vigilance accrue et à une action plus ferme pour défendre la ligne communiste.

M. Alain Talsma (Creuse) critique l'attitude du parti communiste vis-à-vis des intellectuels. Il explique comment les médias et les forces politiques adverses tentent de discréditer le parti. Il appelle à une vigilance accrue et à une action plus ferme pour défendre la ligne communiste.

M. Pierre Bénégozy, membre du secrétariat national du P.S., qui représente ce parti au vingt-troisième congrès du P.C.F., a déclaré, jeudi 10 mai, au congrès, que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme. M. Bénégozy a affirmé que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme.

M. Pierre Bénégozy, membre du secrétariat national du P.S., qui représente ce parti au vingt-troisième congrès du P.C.F., a déclaré, jeudi 10 mai, au congrès, que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme. M. Bénégozy a affirmé que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme.

M. Pierre Bénégozy, membre du secrétariat national du P.S., qui représente ce parti au vingt-troisième congrès du P.C.F., a déclaré, jeudi 10 mai, au congrès, que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme. M. Bénégozy a affirmé que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme.

des agriculteurs contre une élimination de leur branche. Mme Anne-Marie Bédier (Hauts-de-Seine) insiste sur la nécessité de lutter contre la réduction des coûts à tout prix, sans tenir compte des conséquences sociales et environnementales. Elle appelle à une action plus ferme pour protéger les emplois et l'environnement.

M. Jean Gardin, sénateur, secrétaire du comité central du P.C.F., a déclaré, jeudi 10 mai, au congrès, que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme. M. Gardin a affirmé que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme.

M. Jean Gardin, sénateur, secrétaire du comité central du P.C.F., a déclaré, jeudi 10 mai, au congrès, que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme. M. Gardin a affirmé que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme.

M. Jean Gardin, sénateur, secrétaire du comité central du P.C.F., a déclaré, jeudi 10 mai, au congrès, que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme. M. Gardin a affirmé que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme.

M. Jean Gardin, sénateur, secrétaire du comité central du P.C.F., a déclaré, jeudi 10 mai, au congrès, que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme. M. Gardin a affirmé que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme.

M. Jean Gardin, sénateur, secrétaire du comité central du P.C.F., a déclaré, jeudi 10 mai, au congrès, que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme. M. Gardin a affirmé que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme.

M. Jean Gardin, sénateur, secrétaire du comité central du P.C.F., a déclaré, jeudi 10 mai, au congrès, que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme. M. Gardin a affirmé que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme.

M. Jean Gardin, sénateur, secrétaire du comité central du P.C.F., a déclaré, jeudi 10 mai, au congrès, que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme. M. Gardin a affirmé que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme.

M. Robert Sampa (Cantal) évoque les conditions de travail dans la sidérurgie. Il explique comment les médias et les forces politiques adverses tentent de discréditer le parti. Il appelle à une vigilance accrue et à une action plus ferme pour défendre la ligne communiste.

M. Robert Sampa (Cantal) évoque les conditions de travail dans la sidérurgie. Il explique comment les médias et les forces politiques adverses tentent de discréditer le parti. Il appelle à une vigilance accrue et à une action plus ferme pour défendre la ligne communiste.

M. Robert Sampa (Cantal) évoque les conditions de travail dans la sidérurgie. Il explique comment les médias et les forces politiques adverses tentent de discréditer le parti. Il appelle à une vigilance accrue et à une action plus ferme pour défendre la ligne communiste.

M. Robert Sampa (Cantal) évoque les conditions de travail dans la sidérurgie. Il explique comment les médias et les forces politiques adverses tentent de discréditer le parti. Il appelle à une vigilance accrue et à une action plus ferme pour défendre la ligne communiste.

M. Robert Sampa (Cantal) évoque les conditions de travail dans la sidérurgie. Il explique comment les médias et les forces politiques adverses tentent de discréditer le parti. Il appelle à une vigilance accrue et à une action plus ferme pour défendre la ligne communiste.

M. Robert Sampa (Cantal) évoque les conditions de travail dans la sidérurgie. Il explique comment les médias et les forces politiques adverses tentent de discréditer le parti. Il appelle à une vigilance accrue et à une action plus ferme pour défendre la ligne communiste.

M. Robert Sampa (Cantal) évoque les conditions de travail dans la sidérurgie. Il explique comment les médias et les forces politiques adverses tentent de discréditer le parti. Il appelle à une vigilance accrue et à une action plus ferme pour défendre la ligne communiste.

M. Robert Sampa (Cantal) évoque les conditions de travail dans la sidérurgie. Il explique comment les médias et les forces politiques adverses tentent de discréditer le parti. Il appelle à une vigilance accrue et à une action plus ferme pour défendre la ligne communiste.

UNE MANIFESTATION DEVANT L'AMBAassade DE TCHÉCOSLOVAQUIE A PARIS

Une délégation composée de militants communistes et de membres du Comité international pour la paix et la démocratie, a manifesté devant l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris, pour protester contre la répression des droits de l'homme en Tchécoslovaquie.

M. Jérôme Sabat, député de la Seine-Saint-Denis, a déclaré, jeudi 10 mai, au congrès, que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme. M. Sabat a affirmé que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme.

M. Jérôme Sabat, député de la Seine-Saint-Denis, a déclaré, jeudi 10 mai, au congrès, que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme. M. Sabat a affirmé que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme.

M. Jérôme Sabat, député de la Seine-Saint-Denis, a déclaré, jeudi 10 mai, au congrès, que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme. M. Sabat a affirmé que le P.C.F. est le parti de la libération de la femme.

LE CONFLIT ENTRE ÉTUDIANTS COMMUNISTES ET S'EXACERBE A VILLETANEUSE

M. Michel Renard et Jean-Jacques Bédier, respectivement membres du Comité international pour la paix et la démocratie, ont manifesté devant l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris, pour protester contre la répression des droits de l'homme en Tchécoslovaquie.

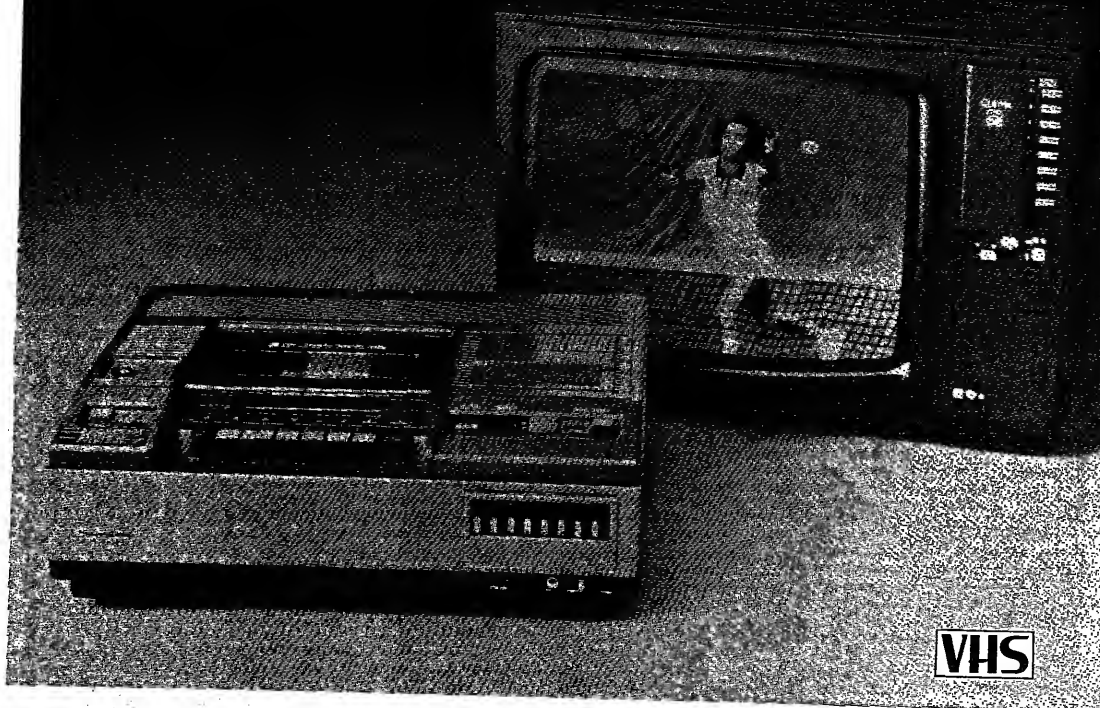
M. Michel Renard et Jean-Jacques Bédier, respectivement membres du Comité international pour la paix et la démocratie, ont manifesté devant l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris, pour protester contre la répression des droits de l'homme en Tchécoslovaquie.

M. Michel Renard et Jean-Jacques Bédier, respectivement membres du Comité international pour la paix et la démocratie, ont manifesté devant l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris, pour protester contre la répression des droits de l'homme en Tchécoslovaquie.

M. Michel Renard et Jean-Jacques Bédier, respectivement membres du Comité international pour la paix et la démocratie, ont manifesté devant l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris, pour protester contre la répression des droits de l'homme en Tchécoslovaquie.

سكوان الامال

Mai 1979. Le magnétoscope Panasonic à quartz arrive en France.



Mai 1979, c'est une date importante dans l'histoire de la vidéo. Le magnétoscope Panasonic NV 8610 arrive enfin en France. Si vous avez attendu jusqu'à aujourd'hui pour acheter un magnétoscope vous serez récompensé, car le magnétoscope NV 8610 Panasonic est le fruit d'années de recherches de Matsushita Electric, premier groupe japonais de matériel électronique grand public.

Le magnétoscope NV 8610 est un système VHS. C'est ce qui explique que la plupart des grandes marques l'ont adopté aux USA comme en Europe : c'est une garantie de fiabilité et certainement le meilleur choix à l'heure actuelle.

Si vous passez une soirée devant la télévision, vous pourrez enregistrer les exploits de Gary Cooper dans "Le train sifflera trois fois" sur une chaîne, pendant que vous regarderez vos champions préférés sur l'autre.

Si vous vous absentez pour une soirée chez des amis,

vous n'avez qu'à appuyer sur un bouton pour regarder le dimanche matin le programme du samedi soir, et de ce fait le magnétoscope NV 8610 Panasonic vous libérera des horaires stricts de la télévision.

L'horloge digitale incorporée vous permet également de programmer vos enregistrements sept jours à l'avance, et vous apprécierez aussi la très grande fidélité d'images du magnétoscope NV 8610 Panasonic obtenue grâce à l'adoption d'un moteur à entraînement direct piloté par quartz.

L'arrivée du Panasonic en France, c'est vraiment un événement dans l'histoire du magnétoscope.



Panasonic

13-15, rue des Frères Lumière, 93150 Le Blanc-Mesnil. Tél. 865.44.66
PANASONIC, TECHNIGET NATIONAL, 3 MARQUES DEMATSUSHITA ELECTRIC.

Loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique : les enregistrements ne peuvent faire l'objet que d'une utilisation privée.

AUJOURD'HUI

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 11 mai 1979 :

DES DECRETS

- Modifiant l'article 5 du décret du 11 décembre 1975 pris en application de la loi du 10 juillet 1975 portant création du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ;
- Modifiant certaines dispositions du code de la route.

Stages

Les stratégies antiradion.

Tel sera le grand thème de la neuvième rencontre internationale de management organisée par le Comité international d'étudiants (I.S.C.). Celle-ci aura lieu à l'Ecole des hautes études économiques et sociales de Saint-Gall, en Suisse, les 14, 15 et 16 mai prochains.

MÉTÉOROLOGIE

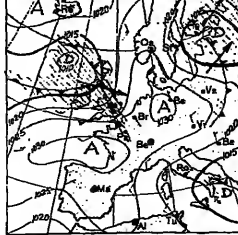
Evolution probable du temps en France entre le vendredi 11 mai à 6 heures et le samedi 12 mai à 6 heures :

S'il y a un changement d'origine océanique, s'ensuivra le passage, tandis qu'une zone anticyclonique persistera sur le sud-ouest de l'Europe et le proche océan.

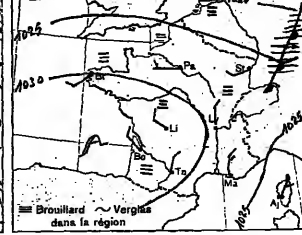
Samedi 12 mai, le temps sera encore brumeux le matin, se parcellant sur l'Aquitaine et la moitié nord de la France. Des perturbations de basse pression se déplaceront lentement sur les régions côtières du Nord-Ouest et du Nord. Les vents seront modérés de secteur nord près du golfe de Gascogne, de secteur ouest près de la Manche et au sud du Nord. Vendredi 11 mai, à 6 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1025,8 millibars, soit 788,4 millibars de hauteur.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 mai ; le second, le minimum de la nuit du 10 au 11) : Alais, 18 et 7 degrés ; Biarritz, 16 et 8 ; Bordeaux, 21 et 8 ; Brest, 15 et 10 ; Caen, 19 et 10 ; Cherbourg, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 19 et 8 ; Dijon, 18 et 8 ; Grenoble, 22 et 8 ; Lille, 15 et 8 ; Lyon, 19 et 8 ; Marseille, 24 et 11 ; Nancy, 19 et 8 ; Nantes, 18 et 8 ; Nice, 21 et 10 ; Paris-Le Bourget, 19 et 13 ; Pau, 18 et 8 ; Perpignan, 22 et 10 ; Rennes, 18 et 11 ; Strasbourg, 18 et 8 ; Toulon, 20 et 10 ; Toulouse, 24 et 11 ; Poitiers-Peize, 20 et 10 ; Valenciennes, 22 et 10 ; Clermont, 19 et 8 ; La Rochelle, 18 et 10 ; Lourdes, 14 et 8 ;

SITUATION LE 11.05.79 A 0 H G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 12.5.79 DÉBUT DE MATINÉE



TIRAGE N° 19
DU 9 MAI 1979

9

17

24

40

41

49

NUMERO COMPLÉMENTAIRE 6

6 BONS NUMÉROS	3 525 854,90 F
5 BONS NUMÉROS	146 910,60 F
4 BONS NUMÉROS	7 475,30 F
3 BONS NUMÉROS	130,60 F
2 BONS NUMÉROS	10,80 F
SUPER CAGNOTTE	
10 000 000 F	
TIRAGE DU 3 ^{ème} ANNIVERSAIRE LE 16 MAI 1979	
VALIDATION JUSQU'AU 15 MAI 1979 APRES-MIDI	

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2381

HORIZONTALEMENT

I. Endroit où l'on s'entretient, les noirs aussi bien que les blancs ; Peuvent être brisés par le boursin. — II. Qualifie un choc qui se produit sur un billard ; Vaut de l'or. — III. En l'absence de l'écrit ; Vus comme dans un rêve. — IV. Des postes qui se mouvoient de tout ; Héros d'une époque. — V. Peut finir par faire une motte quand elle est peite ; Trouvées dans des roches volcaniques. — VI. Vaut pas toujours comme un. — VII. Peut représenter le patron ; Se lance dans une contestation ; Est souvent traitée de pousin. — VIII. Ne portait pas toujours la culotte ; Seure en la doctrine ; Evoque un fait curieux. — IX. L'eau avec laquelle on a lavé les pipes ; N'est pas arrêté facilement quand il est fou. — X. Dans une série d'interdiction, un projet. — XI. Le dernier apogée ; Sorte d'huile quand elle est peite ; Non qu'on peut donner à un chat ; Point de chute pour celui qui est resté sans connaissance.

VERTICALEMENT

1. Peut faire la navette ; Ramasse quand on est épuisé. — 2. Est tout ce qu'il y a de stupide ; Désigne les lieux quand il est petit ; Véhicule. — 3. Pronom ; Tenir par ceux qui vont ramener la flamme ; Peuvent former un sac. — 4. Nourriture pour un oiseau ; N'est pas libre si elle est grecque. — 5. Synonyme ; Qualifie un bras capable de frapper. — 6. Peut se déchirer dans le vestibule ; Sous une feuille de fougère ; Figure sur un jeu. — 7. Sert de révélateur ; Qui n'apporte aucun agrément. — 8. Non qui désigne une sorte de blouse ; Point de départ ; Lancé quand ça va mal. — 9. Un dieu beau comme un aigle ; Fit sortir de la pièce :

sance ; Utile en cas d'embarras. — XII. Qui se présente comme de la soie ; Préparer un poulet, par exemple. — XIII. Morceau de savon ; Nombre qui peut écouler un ménage ; Avoir en main. — XIV. Façon dont peut marcher un bûcher ; Peut faire une chute. — XV. Qui sont donc restés derrière ; Point ; Abréviation pour un élu.

VERTICALEMENT

1. Peut faire la navette ; Ramasse quand on est épuisé. — 2. Est tout ce qu'il y a de stupide ; Désigne les lieux quand il est petit ; Véhicule. — 3. Pronom ; Tenir par ceux qui vont ramener la flamme ; Peuvent former un sac. — 4. Nourriture pour un oiseau ; N'est pas libre si elle est grecque. — 5. Synonyme ; Qualifie un bras capable de frapper. — 6. Peut se déchirer dans le vestibule ; Sous une feuille de fougère ; Figure sur un jeu. — 7. Sert de révélateur ; Qui n'apporte aucun agrément. — 8. Non qui désigne une sorte de blouse ; Point de départ ; Lancé quand ça va mal. — 9. Un dieu beau comme un aigle ; Fit sortir de la pièce :

Endroit où l'on trouve des lames. — 10. Qualifie un régime gouvernemental ; Nom qu'on peut donner à l'essence. — 11. Ensemble de pulsions pour les psychanalystes ; Sont souvent l'objet d'associations. — 12. Parler en malice ; Peut évoquer une pompe. — 13. Greffes ; Exprime une pilote. — 14. Délivré ; Forme un delta ; Rendit plus perspicace. — 15. Qui fait don du partie des bagages ; Agir en partie ; Amène à la raison ; Première d'une série.

Solution du problème n° 2380

Horizontalement.

I. Déballé. — II. Economiste. — III. Sou ; TP ; Ta. — IV. Tout ; Et. — V. Réveillé. — VI. Trou ; — VII. Lait ; Ra. — VIII. Tel ; Et ; M. — IX. Hés ; Suer. — X. On ; Tuer. — XI. Nécrosé.

Verticalement.

1. Destillation. — 2. Ecoute ; Elue. — 3. Bouteille. — 4. In ; Crue ; Sue. — 5. Lo ; Ate ; Va. — 6. Impuissance. — 7. Ti ; Tir ; Dri. — 8. Est ; Perme. — 9. Eau ; Souda.

GUY BROUTY.

"33" Export. On peut rester actif après une bonne bière.

Quand on a soif, rien de tel qu'une bonne bière. Bien blonde, "33" Export est particulièrement désaltérante. On l'apprécie sur le moment mais on l'apprécie aussi quand on reprend son activité car "33" Export calme la soif sans couper les jambes.

"33" Export. Une bonne bière avec moins d'alcool.

LOTO c'est facile

soleil ? vos yeux méritent LEROY

Orpheus

Dans le Bryce Canyon (Utah).

En Amérique, voiture à la semaine kilométrage illimité 500 F. Décors compris.

500 F pour une voiture très confortable et aller par monts et par vaux. Flâner en voiture aux États-Unis, c'est en fait s'offrir des spectacles surprenants et variés pour 500 F seulement, par semaine.

Venez aux États-Unis et vous verrez comme il est facile et peu coûteux d'y vivre et de s'y déplacer. Par exemple: l'avion de New York à San-Francisco 600 F - forfait de 2 semaines, kilométrage illimité, 700 F en bus, 800 F en train — forfait entrées pour les 37 parcs nationaux 50 F — 160 F la nuit d'hôtel pour un couple — le repas de 25 F à 60 F.

Quant au voyage pour l'Amérique: 1700 F seulement l'aller et retour Paris-New York!

Votre Agent de voyages est là pour vous fournir tous les renseignements et vous expliquer comment vous pouvez dépenser moins d'argent en achetant les prestations nécessaires en France et en francs.

Vous pouvez également demander conseil en écrivant à l'Office du Tourisme des États-Unis, ou retourner le coupon ci-contre pour recevoir gratuitement une documentation complète. Les vacances sont déjà proches. Ne tardez pas.

Bon pour une documentation gratuite.

Oui, je voudrais découvrir l'Amérique. Merci de m'envoyer gratuitement votre documentation complète sur les États-Unis.

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bon à retourner à :

**OFFICE DU TOURISME
AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS
75382 PARIS CEDEX 08**



Découvrez l'Amérique, elle ne fait pas payer sa beauté.

صكرا من الامم

SCIENCE & VIE

TOUT SUR : L'ESPIONNAGE ELECTRONIQUE

N° MAI en vente chez votre marchand de journaux

VACANCES D'AVENTURES POUR LES JEUNES DE 9 A 18 ANS

De nouvelles et passionnantes aventures attendent les jeunes voyageurs au centre AVVENTURES PLAIN AIR dans le climat méditerranéen de l'Andalousie et de la Côte d'Azur.

Tout un climat d'activités est proposé : canoë, voile, équitation, escalade de grottes, expédition en ludo-pneumatique et tout de l'énergie... Une merveilleuse occasion d'apprendre l'anglais puisque vous participerez aux activités d'un groupe multilingue. Accordez-vous une semaine d'été à l'Andalousie, Arona et Paris.

Tout est prévu et organisé, y compris une initiation, agréée par des instructeurs professionnels et agréés.

Pour brochure gratuite, écrivez à : AVVENTURES PLAIN AIR, Bât 10, Domaine de Sauris, 07100 VALLON (Ardèche, FRANCE). Tél. : (03) 45-55-72 ou (03) 38-45-72.

RÉSIDENCES secondaires ou principales

Campagne • Mer • Montagne

ALPES-DE-HAUTE-PROVENÇE

Projeté au 370 m sur le plateau en vue, les vins de cette propriété ont obtenu plusieurs médailles à différents concours.

Prix : 3.500.000 F.

CENTRE D'ÉQUITATION

Dans une site pittoresque du Sud-Est de la France sur 2 ha avec bâtiment récent, car, paddock, piscine.

Prix : 1.200.000 F.

DROME AGENCE

25200 SAINT-MARCEL-LES-VALENCES

Vacances de tennis

Même situation dans la plaine d'Alsace, 11/1000 ha, dans l'air vivifiant des montagnes, au milieu d'un merveilleux paysage forestier, est idéal pour les amateurs de tennis. 9 courts de tennis avec 2 professeurs, au confort couvert car de mauvais temps sont à la disposition des joueurs. Après le tennis il est possible de se relaxer.

Veillez cependant, notre offre spéciale de location de 10 à 15 personnes, 1991/92 30 11 81 736 74125

Le Park Hotel Waldhaus

Un centre de culture moderne.

En ce moment 200F moins cher que cet été !

Parcourir les livres Saints en Israël.

Venez en Israël, point de rencontre de trois religions, visiter des vestiges historiques, islamiques, chrétiens. Être évangéliste, retrouver-vous dans les Écritures Saintes. Pèlerinage aux lieux Saints, circuit 8 jours 2.945 F à 3.335 F - Jérusalem, 8 jours, chambre et petit déjeuner 2.450 F (hôtel) à 2.660 F (hôtel) ***.

Appelez vite votre agence de voyages ou l'Office National Israélien de Tourisme : 14, rue de la Paix, 75002 Paris. Tél. : 261.01.97.

ISRAËL, le pays de tous les dépaysements.

FAITES VOS COMPTES

DIRECTION PORTUGAL

Nous avons publié au fil des semaines des informations pratiques sur des séjours à New-York, à Londres, aux Baléares, à Rome, dans les grandes villes d'Allemagne, à Coppenhague, à Jersey, en Israël ou en Egypte et aux Antilles (« Le Monde » des 25 novembre, 2 et 9 décembre 1978, 3 et 17 février, 5, 10, 24 et 21 mars, 14, 21 et 28 avril 1979). Voici le Portugal, véritable Finistère de l'Europe, qui réserve à ses hôtes le douceur de son climat et la gentillesse de ses habitants.

Comment s'y rendre ?

Le train aller-retour entre Paris et Lisbonne par le train codé 622 F au deuxième classe et 634 F en première classe. Tous les vendredis — et à partir du 21 juin tous les jours, — un train auto-couchettes relie les deux capitales. Il quitte Paris à 8 h. 30 et arrive à Lisbonne le lendemain, à 9 h. 30.

Par avion, le prix du billet aller simple s'élève à 1.000 F. L'aller-retour coûte le double lorsque la durée du séjour est inférieure à six jours, puis 1.810 F seulement au-delà. En première classe, l'aller simple coûte 1.300 F et l'aller-retour 2.720 F.

Où s'y loger ?

Une chambre simple avec bain dans un hôtel de la plus haute catégorie revient, sans petit déjeuner, entre 200 et 250 F. Les pensions, hôtels d'équivalence des paradores espagnols, proposent des tarifs nettement inférieurs : de 80 à 120 F la chambre avec petit déjeuner pour une personne ; de 95 à 135 F la chambre avec petit déjeuner pour deux personnes.

Comment s'y déplacer ?

Excursions de la journée et de demi-journée en autocar : l'Estoril, Peniche, Nazaré, Arrábida, Fatima et Lisbonne, de 45 à 130 F.

Circuits en autocar de 3, 4, 5 et 6 jours sur les plages du Sud, dans les forêts centrales, dans les vignobles du Nord, de 200 à 300 F.

Classe Tourisme Avenida Casal, Alameda 13, Tél. 81-77-13-28 (Lisbonne).

La location d'une voiture de petite cylindrée revient aux alentours de 45 F par jour, lorsque il convient d'ajouter 0,45 F du kilomètre. La formule du kilométrage illimité (P-15 jours) est facturée au prix de 65 F par jour.

Quelques exemples de séjours

- American Express et Le Méditerranéen de voyages proposent dans l'Algarve des séjours de huit jours dans des villes luxueuses. Les tarifs comprennent le logement et le billet d'avion Paris-Lisbonne aller-retour. A partir de 1.700 F par personne et par semaine.
- American Express, 38, avenue de Wagram, 75008 Paris. Tél. 207-26-26.
- Le Méditerranéen de voyages, 38, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. 206-14-12.
- Jet Tour vend des séjours de huit jours dans l'île fleurie de Madras selon des prix variant de 1.410 à 2.150 F voyage compris selon la catégorie de l'hôtel retenu.
- Toutes agences de voyage.
- Junbeo. A partir de 1.100 F, comprenant l'avion aller-retour Paris-Lisbonne, le bus jusqu'à l'hôtel, deux nuits d'hôtel et 100 F de jumbos pour acheter une prestation au choix.
- A partir de 1.200 F : avion aller-retour Paris-Lisbonne, le bus jusqu'à l'hôtel, sept nuits à l'hôtel.
- A partir de 1.700 F : avion aller-retour Paris-Lisbonne, le bus jusqu'à l'hôtel, sept jumbos (chaque jumbo vaut une nuit en chambre double avec petit déjeuner), sept jours de location de voiture en kilomètre.

Le tarif minimum requiert toutefois certaines conditions :

- Il faut réserver son billet aller et retour avant de partir, il peut être annulé avec d'autres prestations et ne peut être échangé. Il faut voyager sur ce vol ou cette formule d'hébergement est peu répandue, comme le Mexique ou Sri-Lanka. Il est de mieux comprendre le pays. Exemple : le Sri-Lanka, sept jours, départ Paris, avion aller-retour, transferts, assistance-relais, 3.700 francs.
- Junbeo, 72, rue Gay-Lussac, 75005 Paris, tél. 033-74-33.

Moto

PETITS CUBES

Avec trente-cinq mille points de vente répartis dans cent quatre pays, une production annuelle de sept cent cinquante mille véhicules, Piaggio est le quatrième constructeur mondial de motos. Le Vespa, c'est Piaggio, ainsi que deux autres déjà célèbres : Ciao et Bravo, auxquelles vient d'ajouter un nouveau modèle, le ST, qui offre plusieurs particularités intéressantes.

En effet, sur une structure de base commune à tous les modèles, il sera possible d'adapter plusieurs types de fourchettes avant, de selles, de suspensions arrière ou de roues : des combinaisons d'équipement permettant de fabriquer à plus de vingt modèles différents.

L'architecture est constituée par deux demi-copies en U, les deux et les accédés, formant cadre et réservoir et servant de support au moteur. Sur cette structure, on peut adapter deux types de fourchettes, dont l'une est directement dérivée de la technique moto, ainsi que deux types de suspension arrière : l'une de type Castrol, l'autre plus classique, faisant appel à deux amortisseurs hydrauliques. Nous à « motos » ou à rayons, selon courbe ou ligne, le ST devient ainsi à volonté copin de ville, de route ou de campagne, ce qui est nouveau pour un cyclomoteur.

Une belle finition, un compteur de vitesse et kilométrique, un feu arrière avec « stop » et un porte-bagage télescopique doteront tous les modèles... — P. J.

Deux versions actuellement vendues en France, respectivement 1.200 F et 2.500 F.

Un coup de pouce pour les cyclomoteurs signés Motobéat. — Tout récemment apparue sur le marché, le A201, qui est vendu pour la somme de 145 F, a été réalisé à partir des indications du docteur Claude Turrière, spécialiste des questions de sécurité. Au nombre de ses caractéristiques, on notera en l'agréable (800 tr/min, 6000 tours/min), puisqu'il est en fibre de verre et polyester et son efficacité : l'équipement de protection 32 millimètres est satisfaisant, et une fixation triangulaire. Le casque est doté, en outre, d'une boîtier de fermeture automatique et d'un anneau destiné à l'accroche casque antivol.

Grand magasin de la marque et grande magasins.

CARNET DE VOYAGES

Chez l'habitant au Mexique et au Sri-Lanka

Junbeo propose aux amateurs de vacances insolites de séjourner pendant une ou deux semaines chez l'habitant dans des pays où cette formule d'hébergement est peu répandue, comme le Mexique ou Sri-Lanka. Il est de mieux comprendre le pays. Exemple : le Sri-Lanka, sept jours, départ Paris, avion aller-retour, transferts, assistance-relais, 3.700 francs.

Junbeo, 72, rue Gay-Lussac, 75005 Paris, tél. 033-74-33.

Les petites compagnies d'Europe

Les jardins de la Grande-Bretagne sont parmi les plus attachants, et chacun sait qu'un jardinier soigneux dans le coin de tout Britannique. Du 2 au 9 juin, un voyage de découverte des plus beaux jardins d'Europe, d'Edimbourg à Inverness, dans les Highlands, via l'estuaire de la Clyde. Une semaine de Paris à Paris, tout compris, 3.200 francs par personne.

Parvi Siton Voyages, 12, rue Maréchal, 75010 Paris, tél. 77-81-22.

L'Irlande et ses « white blanches »

C'est une nouvelle formule très économique que propose Air Lingus, du 7 juin au 30 septembre : un vol hebdomadaire destiné aux nœuds-bus qui ne craignent pas de partir de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, à 4 h. 30 du matin, pour arriver à Dublin à 4 h. 10 (sans le déjeuner). Le retour s'effectue ainsi le jeudi, à 1 heure du matin de Dublin, pour arriver à Roissy à 3 h. 35. Au prix de ce petit effort, il ne vous en coûtera que 800 francs aller-retour.

Le Monde

Service des Abonnements

1567 PARIS - CEDEX 10

C.C.P. Paris 67-21

ABONNEMENTS

3 mois 5 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

125 F 225 F 345 F

PAR VOIE NORMALE

225 F 425 F 645 F

PAR VOIE AÉRIENNE

245 F 445 F 665 F

(Une souscription)

L. BELGIQUE-LUXEMBOURG

115 F 215 F 335 F

IL - SUISSE - TURQUIE

185 F 385 F 585 F

Par voie aérienne

205 F 405 F 605 F

Le abonné peut par chaque postal (toute valeur) verser des chèques à son adresse.

Changement d'adresse

Le abonné qui souhaite changer d'adresse doit le faire par lettre recommandée avec avis de réception.

Jointure de cartes

Jointure de cartes de deux personnes doit être faite par lettre recommandée avec avis de réception.

Vente aux particuliers

Vente aux particuliers de chaque numéro de la semaine à 100 francs.

... encore et toujours la SUISSE

Parce que la Suisse c'est la qualité, la tradition, les prix y sont stabilisés depuis 5 ans, à qualité égale ce n'est pas plus cher. Vacances sportives, de détente, cures thermales ou réunions d'affaires, toujours la qualité, dans la paix, la tranquillité. Et l'avantageuse carte suisse de vacances donne libre accès à un réseau de 9000 km en chemin de fer, bateaux, autocars postaux.

Tous renseignements par votre agence de : Voyages et à l'Office National Suisse du Tourisme, Porte de la Suisse, 11^{ème} rue Scribe, 75009 Paris (tél. 742.45.45).

سويسرا من الامم

ACCIDENTS DE SKI

Le coût de la casse

Le ministre des sports et des loisirs, M. Jean-Pierre Guerin, s'est réuni récemment à Grenoble, en compagnie de responsables économiques très importants, pour discuter, au cours de la dernière séance de la commission de la Péninsule de l'industrie et de la région, des problèmes de ski.

Une thèse de doctorat de tourisme a été soutenue par M. Jean-Pierre Guerin, au mois de mars 1979, devant un jury de l'université des sciences sociales de Grenoble, rempli de quelque cent-vingt personnes.

L'étude porte notamment sur le coût social et économique du ski. Selon les responsables gouvernementaux, les coûts d'autre part, l'énorme avantage de créer de nombreux emplois et de dynamiser la France des Alpes.

Si les responsables du tourisme ne sont pas satisfaits de la situation, ils ne sont pas non plus satisfaits de la situation économique du ski.

Les coûts médicaux pour un accident de ski peuvent varier de 250 F pour un accident bénin, à 10 000 F pour un accident grave.

Chaque saison de sports d'hiver, le chiffre paraît beaucoup plus près de la réalité que les statistiques officielles. Si l'on se réfère au seul département de l'Isère, dans lequel une enquête a été menée à l'issue de la saison 1978-1979, le nombre total des blessés victimes d'accidents est évalué par les médecins des stations on les établissements de soins en moyenne à 2 500.

Le thème de M. Jean-Pierre Guerin s'appuie, à partir des données statistiques recueillies dans l'Isère, l'importance des accidents de ski du point de vue des dépenses pour l'évacuation et le traitement médical et des coûts sociaux (perte de production, notamment).

L'évaluation, moyenne pour l'évacuation d'un skieur est estimée à 1 000 francs (elle comprend le transport en hélicoptère vers un hôpital ou une clinique (300 francs), le coût des soins médicaux (700 francs), l'indemnité (500 francs).

Le coût médical pour un accident de ski peut varier de 250 F pour un accident bénin, à 10 000 F pour un accident grave.

Les coûts médicaux pour un accident de ski peuvent varier de 250 F pour un accident bénin, à 10 000 F pour un accident grave.

et à 2 500 F pour la rééducation d'une entorse ou d'une luxation sous anesthésie générale après radio et examens divers.

Le ministère n'a pas la suite d'un accident de ski ne se limite pas aux seuls frais d'évacuation, d'hospitalisation et de soins. Il y ajoute les frais de rééducation, mais aussi la perte de travail.

Le coût social et économique du ski. Selon les responsables gouvernementaux, les coûts d'autre part, l'énorme avantage de créer de nombreux emplois et de dynamiser la France des Alpes.

Si les responsables du tourisme ne sont pas satisfaits de la situation, ils ne sont pas non plus satisfaits de la situation économique du ski.

Les coûts médicaux pour un accident de ski peuvent varier de 250 F pour un accident bénin, à 10 000 F pour un accident grave.

Antilles • Guyane • Brésil • Guatemala
Bahamas • U.S.A. • Canada • Océan Indien • Tanzanie

circuits, séjours, croisières par avion avec:

Sotratour

et la garantie French Line

Accueil par les Agents de la Cie Générale Maritime dans les principaux lieux de destination.

REPUBLIQUE TOURS

Tunisie. 1 semaine à Sidi Bou Said. 1 355 F.

Transport aérien Paris-Tunis A.R. Transports aéroport hôtel, logement et petit-déjeuner à l'hôtel Sidi Bou Said.

4 déjeunés très agréables qui comprennent Carthage et la baie de Sidi Bou Said.

Prix de 1 355 F, à l'hôtel Club El Karoui, logement en pension complète, nombreuses possibilités sportives et d'animation. 1 540 F.

La Tunisie. Une terre. Des hommes.

Demandez la brochure République Tours à votre agent de voyages ou au 8 bis, place de la République 75011 Paris. Tél. 355.39.30.

NEW-YORK

La métropole qui ne s'endort jamais. Un choix de 20 comédies musicales à Broadway, plus de 150 dringues couvertes tous les jours.

★ 1495 F ★

et aussi 3/4 vols charters-vare et vols Air France vacances

Jet'am

Dans toutes les agences Air France Tourisme et dans les 120 agences de voyages recommandées par Jet'am.

Non, Prénom, Nom, Adresse, Ville, P.N., Code postal, Aéroport A.T.P. Jet'am, 53, rue Ste-Anne 75002 Paris

LIVRES

«Chine 79»

«J'ai bien le sentiment de nous faire parcourir la Chine en avion, dans le temps, et dans l'espace. Mais c'est ainsi que j'ai ressenti le tour immense, pour être appréhendé autrement que par bribes...»

Tyron Samson dans sa Chine 79. Ainsi, l'auteur a traversé le pays de l'ouest à l'est, de la frontière sino-soviétique à la frontière sino-américaine, et de la frontière sino-indienne à la frontière sino-burmaise.

«Chine 79», par Tyron Samson, Jean-Claude Bédaride, 198 p., 44 F.

POUR TRAVERSER LA MANCHE EN VOITURE

CAR FERRIES Sealink Seaspeed

Les car-ferries Sealink sont confortables et leurs vastes garages accueillent sans problème, voitures et caravanes, motos...

A bord, vous êtes à l'aise, dans les salons ou au bar.

La boutique "hors-taxes" vous offre à des prix très intéressants, cognac, parfums, cigarettes, whisky...

Les nouveaux aéroglisseurs géants Seaspeed ont eux aussi de vastes garages. A 100 à l'heure, vous traversez en une 1/2 heure, environ, sur coussin d'air.

Ainsi vous pouvez choisir de varier les plaisirs; détente ou vitesse, pour vos traversées.



Demandez la brochure 79 dans les gares et bureaux de tourisme SNCF, agences de voyages ou retourner le coupon.

Sealink Seaspeed, 4, rue de Surène - Paris 75008

Ardennes Belges : paysages-vérité pour vacances au naturel.

Un "très bon" tout près. Les Ardennes mystérieuses et saines. La nature à l'état naturel. Forêts, rivières, vallées et châteaux haut perchés comme elles pour légendes. Avec, au bon moment, l'auberge sous le temps d'une bière.

Renouvelez vos découvertes : samedi et dimanche prochains, les Ardennes, voisines et pourtant si secrètes, attendent votre soi-disant voyage.

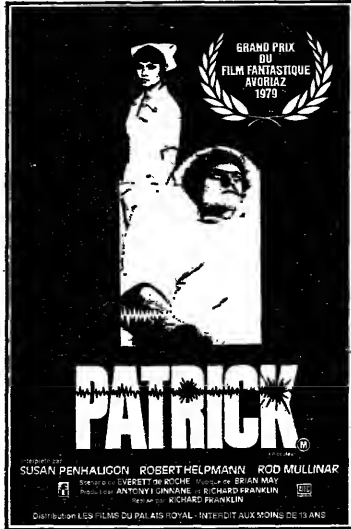
Les Ardennes, voisines et pourtant si secrètes, attendent votre soi-disant voyage.

Les Ardennes, voisines et pourtant si secrètes, attendent votre soi-disant voyage.

Les Ardennes, voisines et pourtant si secrètes, attendent votre soi-disant voyage.

Les Ardennes, voisines et pourtant si secrètes, attendent votre soi-disant voyage.

ÉLYSÉES LINCOLN VO • QUINTETTE VO • 5 PARNASSIENS VO
BERLITZ VI • ELORADO VI • CAMBRODNE VI



GAMMA ARGENTEUIL • MULTICINE CHAMPIGNY
FLANADES SARCELLES

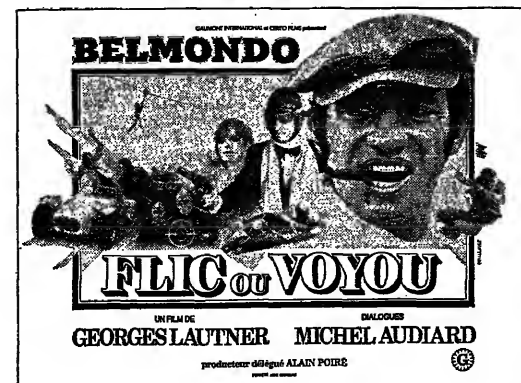
LE MARAIS • STUDIO CUJAS • OLYMPIC-ENTREPOT



MARIGNAN VO • BERLITZ VI • ST-LAZARE PASSEUR VI • ST-GERMAIN VILLAGE VO
MONTFARNASSE PATHE VO • GAIUMONT CONVENTION VI • 3 NATION VO
GAIUMONT Evry



GAUMONT AMBASSADE • GAUMONT RICHELIEU • UDEMOY • CLICRY PATHE • MONTFARNASSE PATHE
LE FRANCAIS • GAUMONT SUD • PARY 2
ULIS Orsay • BELLE ÉPIQUE Thiais • ARTEL Besny • FRANCAIS Enghien • BUXY Val-d'Yverres • ARTEL Nogent
MELLES Montreuil • ARTEL Créteil



PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES (vo) • PARAMOUNT ODÉON (vo)
PARAMOUNT MAILLOT • PARAMOUNT OPÉRA • PARAMOUNT
MONTMARTRE • PARAMOUNT MARIVAUX • PARAMOUNT
MONTFARNASSE • PARAMOUNT BASTILLE • MAX LINDER
PARAMOUNT ORLÉANS • PARAMOUNT GODELINS • CONVENTION
SAINT-CHARLES • PASSY • PARAMOUNT Le Village • PARAMOUNT
City • VILLAGE Neuilly • BUXY Boulogne-St-Amand • CYRANO Versailles

Un "Suspense" à vous couper
le souffle... Dans la lignée des
meilleurs "policiers" du ci-
néma...

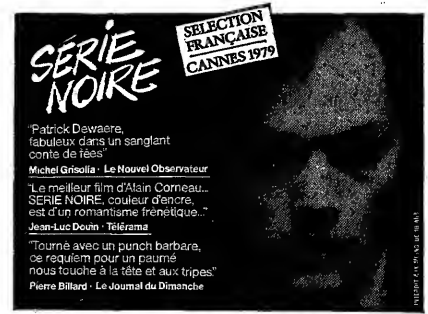


ROBERT POWELL DAVID WARNER
ERIC PORTER • KAREN DOTRICE • JOHN MILLS
"LES TRENTE NEUF MARCHES"
"THE THIRTY-NINE STEPS" Scénario de MICHAEL KROCHÉ d'après le roman de JOHN BUCHAN
Producteur associé JAMES SPURGEON Adapté par GREGG GUNTER avec un script de JOHN BUCHAN

En v.o. : ÉLYSÉES LINCOLN • 14 JUILLET BEAUGRENELLE
HAUTEFEUILLE • 5 PARNASSIENS • En v.f. : MADELEINE



Toujours en exclusivité



POUR LES SALLES VOIR LIÈGES PROGRAMMES



ÉLYSÉES LINCOLN • HAUTEFEUILLE • 5 PARNASSIENS • UGC OPÉRA



MAC MAHON • AV MAC MAHON 380-24-81
L'AMOUR VINT EN DANSANT
(You'll never get rich) vo
FRED ASTAIRE-RITA HAYWORTH

PARAMOUNT ÉLYSÉES : 70 mm • Son stéréo • 5 Places
PUBLICIS ST-GERMAIN : 300 stéréo • PARAMOUNT MAILLOT
PARAMOUNT MARIVAUX • PARAMOUNT MONTFARNASSE
14 JUILLET BEAUGRENELLE



صبرنا من الامم

Toutes les musiques, de tous les pays, de tous les temps

[illegible]

II. — Paysage de fer

صبرنا من الاعمى

Lentilles de contact souples

On les met et on les oublie...

Fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau, elles apportent une solution nouvelle aux problèmes de vision. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus confortables.

Essayez ISOPTIC

80, Bd Malesherbes 75008 PARIS Tél. 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

COURS SPÉCIAUX D'ANGLAIS

UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE ou LONDRES

Cours intensifs avec un maximum de six participants par classe.

Logement en chambre chez l'hôte ou en résidence universitaire, chambre et salle de bains privées.

Pour tous renseignements 350, rue St-Honoré, 75001 Paris Tél. : 260-53-70



FINLANDE

où le soleil se lève au printemps et se couche à l'automne

chalets en location circuits sur les lacs découverte de la Laponie

OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE
15, rue Aubert 75003 Paris tél. 266.40.13

Adresse : _____

desire une documentation gratuite

CONJONCTURE

INFLATION ET CHOMAGE

(Suite de la première page)

Telle était en tout cas la conclusion que l'on croyait pouvoir tirer des fameuses courbes de Phillips (1). Il était admis qu'un peu plus d'inflation et un peu moins de chômage, ou encore un peu moins d'inflation et un peu plus de chômage. L'attachement à cette doctrine explique le phénomène de la « maladie hollandaise » — marasme économique accompagné d'une inflation persistante — et pris de surprise les économistes.

C'est pourquoi aussi on associe aujourd'hui l'urgence du chômage non pas au premier chef à l'inflation et à ses conséquences, mais à la nécessité de remplacer par une autre, — mais à d'autres facteurs.

On nous dit que, en conséquence de l'essor démographique d'après-guerre, l'attitude des jeunes sur le marché du travail a beaucoup changé. On nous dit encore que les changements intervenus dans

les habitudes sociales ont provoqué une « poussée des femmes » sur le même marché. Voilà pour les arguments principaux qui ont trait à l'augmentation de l'offre de travail.

Cette augmentation de l'offre se serait produite au plus mauvais moment, car simultanément la demande de travail se trouverait diminuée par des facteurs de nature « structurelle ». Bénéficiaires : sur lesquels on ne peut pas agir (toujours la fatalité économique...).

On met alors en avant la concurrence croissante des pays en voie de développement, dont les industries naissantes menacent le vie duré aux industries des pays développés, les privant de leurs débouchés traditionnels. Simultanément on évoque l'incertitude de la production de l'industrie de la rationalisation, au lieu d'investir pour étendre leur espace de production comme ils le faisaient auparavant, les chefs d'entreprise ont la fâcheuse tendance à se tourner vers des investissements à des projets visant d'abord à économiser de la main-d'œuvre.

industriels. Cours de la laine, du sucre, du plomb, du phosphore, du manganèse, etc., avaient été multipliés, selon les cas, par 2, par 3, par 4, sinon par 5, par 6, par 7, en 1977 et en 1978, c'est-à-dire avant le quadruplement du prix de l'or noir. Comment ne pas se rappeler que cette augmentation générale s'était produite à une époque de profonde déflation, de déflation monétaire, en outre de laquelle le dollar, pivot de l'économie mondiale, avait été dévalué deux fois une première fois en décembre 1971 et une deuxième fois en février 1973, avant de fléchir et de se dévaloriser à l'égard

encore davantage sur les marchés des changes ?

La hausse du pétrole a été ainsi la résultante d'une vague d'inflation dans le monde et non pas un point de départ. Les économistes — ils ne se trompent pas toujours — avaient, peu après la conférence de Téhéran de décembre 1973, justement fait remarquer que l'élévation du prix de l'or noir agissait sur les pays importateurs comme un véritable prélèvement sur leurs richesses nationales. Son effet était donc, globalement, non pas tant inflationniste que déflationniste.

Un fait considérable

Sans remonter plus loin dans le temps, il faut en fait constater que, à l'exception des dernières années de la précédente décennie, l'expansion dans les pays occidentaux avait été de plus en plus le caractère d'un boom inflationniste entrecoupé de sévères coups de frein lorsque les gouvernements mettaient brusquement en place des plans de stabilisation.

Une analyse même sommaire de la nature de l'inflation révèle qu'un bout d'un certain temps celle-ci ne peut que déboucher sur son contraire, à savoir la déflation, et, à son tour, la contraction au même relatif de l'activité économique, et donc du chômage.

On définit le plus souvent l'inflation par la hausse des prix. Ce qu'on veut dire, c'est que les prix de la hausse du pétrole illustre l'insuffisance de cette définition. Prenons un autre exemple. L'année dernière et cette année encore, dans le cadre de sa politique de stabilisation, le gouvernement Barre a décidé de relever les tarifs publics, électricité, gaz, eau, etc. Le premier effet de telles mesures est de provoquer une hausse des prix à la consommation. D'où on conclut que le gouvernement, poursuivant une politique de rigueur pour lutter contre l'inflation, commence par créer un peu plus d'inflation ?

Ce serait là lui faire un mauvais procès. Les entreprises publiques, chacun le sait, sont plus que toutes les autres déficitaires. Leur déficit est en dernière analyse financé par la création monétaire, qu'on désigne d'une façon un peu trop simpliste, mais parlante, sous le nom de « planche à billets ».

En réduisant le déficit ou, plus exactement, en empêchant de croître encore, grâce à un relèvement des tarifs, le pouvoir s'attaque à une des véritables causes de l'inflation.

L'inflation, c'est en effet une création excessive de monnaie. Techniquement, les choses se passent ainsi : l'Etat, pour financer la part des dépenses publiques non couvertes par l'impôt, émet des Bons du Trésor ou d'autres titres de la dette publique. Ces bons et ces titres sont, pour la plus grande partie, souscrits par les banques, lesquelles, par des canaux plus ou moins compliqués, les réinjectent à la Banque de France. Le processus est apparemment complexe, mais, dans sa ligne générale, il est clair : l'Etat émet, l'argent dont il a besoin l'Etat est créé contre l'émission de créances indéfiniment renouvelables.

renforcement, elle est potentiellement une cause d'inflation. L'inflation n'est pas autre chose que l'hyperinflation du crédit pour financer des déficits de toute nature et de toute origine. A chaque fois que le crédit correspond nécessairement à un débiteur, l'inflation, c'est le développement explosif de l'endettement.

Cet endettement se présente sous de nombreuses formes. Chaque jour, la lecture des pages financières des journaux permet d'en prendre une nouvelle mesure. Il y a le déficit croissant des budgets nationaux, mais il y a aussi l'énorme endettement des entreprises. Il y a aussi, sur un plan plus général, la croissance du marché de l'immobilier, synchrone de la croissance de l'endettement financier de certains pays du tiers-monde (Nigeria, Brésil, etc.), de certains pays industrialisés capitalistes (hier la Grande-Bretagne et l'Italie, aujourd'hui et, sous des formes plus insidieuses, les Etats-Unis) — des Etats à l'endettement pas.

L'endettement n'est pas un processus linéaire. Il ne peut pas croître indéfiniment au même rythme. Depuis 1974, c'est-à-dire depuis la récession, on assiste à une certaine modération différentielle des agents économiques. Avec plus ou moins de succès et parfois sans succès du tout, c'est-à-dire cherché, comme on dit, à assainir leur bilan. Autrement dit, à réduire leur endettement ou tout au moins à le contrôler.

Cette nouvelle politique se traduit par une attitude beaucoup plus restrictive en matière d'investissements, d'embauches, et jusqu'à la conduite au jour le jour des affaires. Sans donner à ce terme une connotation politique particulière, on peut dire du monde des affaires qu'il est devenu, poussé par la nécessité, plus conservateur.

Ce nouveau cours s'est produit à l'issue d'une période qui avait été caractérisée par une très forte augmentation des salaires et cela dans presque tous les pays. Qu'il suffise de citer le cas de la « République fédérale » de 1969 à 1974, les charges salariales par unité produite ont entraîné, d'après les calculs, une hausse proportionnelle des salaires d'environ 100 %, ce qui, dans une situation de stagnation, a entraîné une déflation de 100 %.

PAUL FABRA.

1,6 litre de cylindrée.



6 litres de super aux 100 km.*

Le Coupé Honda Accord L-5 vitesses — démontre que pour 34.100 F seulement (prix clés en main à 412.78 du modèle Accord Coupé L-5 vitesses — année modèle 1979), on peut avoir une voiture d'avenir, techniquement très avancée sur tous les plans (fraction avant, moteur transversal, quatre roues indépendantes, structure monocoque renforcée, direction de sécurité, double circuit de freinage croisé, tableaux de bord indiquant la moindre anomalie, etc.) et dont la sobriété fait plaisir à tous les troupes de dramaturges du Golfe Persique.

* Consommations : (selon les normes U.T.C.)

A la vitesse stabilisée de :		En circulation
50 km/h	120 km/h	urbaine
61	8,41	91

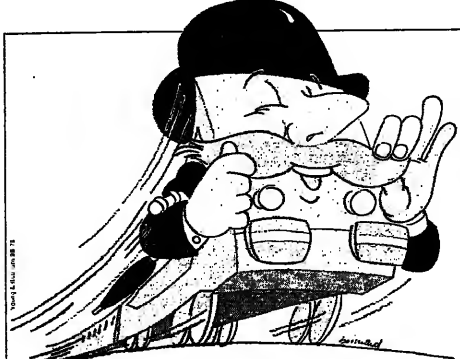
HONDA ACCORD

Existe également en version Berlina 4 portes.

Honda France 20 rue Pierre Curie 93170 Bagneux Tél. 360.01.00.

Vos concessionnaires Honda Automobiles dans Paris :

PARIS 5^e - Garage Saint-Genève - 6, place du Panthéon - 033 29 96 • PARIS 15^e - Garage de l'Ambra - 5, av. de la République - 805 78 07 • PARIS 13^e - Els Maréchal Auto - Centre commercial Galvée - Place d'Italie 67 11 60 • PARIS 16^e - Centre Auto - 26, villa Croix-Nivert - 306 91 90 • PARIS 16^e - Japauto - 27, av. de la Grande-Armée - 500 14 51 • PARIS 17^e - Légende Auto Sport - 97, rue Legendre - 6 736 30 70.



Qui dit mieux ?
LONDRES ALLER-RETOUR : 195 F.

Tarif excursion ou départ de Paris valable 3 jours en 2^e classe, avant le 30 juin et après le 31 août 1979.

Seelink/Seespeed



REDECOUVREZ LE TRAIN.

صكنا من الامال



AFFAIRES

La percée des centraux téléphoniques «temporels» favorise les industriels français

Les deux principaux fabricants français de matériel de télécommunications, les groupes C.I.T.-Alcatel et Thomson-C.S.F., ont obtenu, ces dernières semaines, plusieurs commandes à l'exportation pour la fourniture de centraux téléphoniques électroniques temporels (1).

Deux nouveaux pays, Bahreïn et le Liban, ont adopté le central E 16 de C.I.T.-Alcatel, portant ainsi à seize le nombre de pays qui ont commandé ce matériel. Au total, la firme a obtenu des commandes portant sur plus de 2 millions de lignes temporales (dont 400 000 à l'exportation), 700 000 sont d'ores et déjà en exploitation.

Thomson-C.S.F. de son côté vient d'obtenir deux importants contrats en Turquie et en U.R.S.S. pour la fourniture de 300 millions de lignes de centraux temporels et de 700 millions de lignes de centraux permanents.

En outre, la firme a obtenu un contrat pour la fourniture de 400 millions de lignes de centraux temporels et de 700 millions de lignes de centraux permanents en Égypte, où C.I.T.-Alcatel a déjà installé un E 16. Le portefeuille de commandes porte environ sur 400 000 lignes temporales, dont 200 000 à l'exportation. Le premier central « M.T. » vient d'être installé à Amman, dans la banlieue jordanienne.

Plusieurs raisons expliquent ces succès récents. La France, le Centre national d'étude des télécommunications et C.I.T.-Alcatel ont été les premiers à développer le central temporel en 1960. À la différence de tous les autres centraux, celui-ci ne nécessite pas de matériel électronique, ce qui permet de le fabriquer à moindre coût. En outre, il est plus fiable et plus durable que les centraux électroniques. Enfin, il est plus facile à installer et à maintenir.

Les industriels français ont donc pu bénéficier de la percée de ces centraux temporels. Ils ont pu ainsi augmenter leurs ventes à l'exportation et améliorer leur situation financière.

La percée des centraux temporels a donc été une véritable réussite pour les industriels français. Elle leur a permis de renforcer leur position sur le marché international des télécommunications.

Le pari américain de Michelin

La filiale américaine du groupe Michelin, troisième fabricant mondial de pneumatiques, vient de présenter trois options d'achat sur des terrains situés au Texas, à Austin, Midland et Temple, en vue d'y installer de nouvelles unités de production, l'une de produits semi-fini, l'autre de câbles d'acier, la troisième de pneu-

matiques sans autre précision. Cette décision intervient une dizaine de jours après l'annonce par ce même groupe de la construction d'une cinquième usine aux États-Unis, à Columbia (Caroline-du-Sud), pour 100 millions de dollars (127 millions de francs), où seront fabriqués des pneus pour voitures de tourisme.

Comme de nombreux grands groupes, Michelin est donc persuadé de l'avenir d'une très forte implantation aux États-Unis, jusqu'au point de doubler sa mise en portant à huit le nombre de ses unités américaines, pour une dépense globale que l'on peut évaluer à 500 millions de dollars (23 milliards de francs).

Jusqu'à présent, Michelin ne possédait aux États-Unis que quatre usines, trois en Caroline-du-Sud — à Anderson (produits semi-fini), à Greenville (pneus touristes) et à Spartanburg (pneus poids lourds) — et une autre en Alabama, à Dothan (pneus camionnettes). Cette construction d'achèvement qui sera opérationnelle fin 1979.

En fait, pour assurer son avenir, le groupe n'a pu que le choix de ces nouveaux sites. Les basses des prix du pétrole et les hautes des prix du caoutchouc ont encouragé Michelin à se lancer dans ce pari américain.

En fait, pour assurer son avenir, le groupe n'a pu que le choix de ces nouveaux sites. Les basses des prix du pétrole et les hautes des prix du caoutchouc ont encouragé Michelin à se lancer dans ce pari américain.

En fait, pour assurer son avenir, le groupe n'a pu que le choix de ces nouveaux sites. Les basses des prix du pétrole et les hautes des prix du caoutchouc ont encouragé Michelin à se lancer dans ce pari américain.

En fait, pour assurer son avenir, le groupe n'a pu que le choix de ces nouveaux sites. Les basses des prix du pétrole et les hautes des prix du caoutchouc ont encouragé Michelin à se lancer dans ce pari américain.

En fait, pour assurer son avenir, le groupe n'a pu que le choix de ces nouveaux sites. Les basses des prix du pétrole et les hautes des prix du caoutchouc ont encouragé Michelin à se lancer dans ce pari américain.

En fait, pour assurer son avenir, le groupe n'a pu que le choix de ces nouveaux sites. Les basses des prix du pétrole et les hautes des prix du caoutchouc ont encouragé Michelin à se lancer dans ce pari américain.

LE GROUPE A.E.G. - TELEFUNKEN A PERDU PRÈS DE 900 MILLIONS DE F EN 1978

A.E.G. - Telefunken, seconde société allemande de construction électrique, connaît de sévères difficultés. Pour l'exercice 1978, elle vient d'annoncer une perte de 387 millions de DM (180 millions de francs). Le chiffre d'affaires a diminué de 12 milliards de DM contre 12,3 milliards. Depuis 1973, A.E.G.-Telefunken n'a pas versé de dividende à ses actionnaires. Dans le trimestre, A.E.G.-Telefunken a cédé à Siemens ses intérêts dans E.W.U., mais les clauses de l'accord prévoient un financement par A.E.G. des pertes liées aux commandes de câbles passées précédemment. En 1978, A.E.G. a donc dû verser à Siemens 215 millions de DM, ce qui porte à plus de 1 milliard de DM le total des aides versées par le groupe à la firme allemande. Cette aide a été confrontée au manque du marché allemand et à l'effacement des constructeurs japonais. Ainsi, la firme a dû mettre en chômage partiel quinze milliers de personnes dans ses usines allemandes, notamment à Hanovre.

Beaucoup d'observateurs pensent que l'industrie allemande de la télévision va connaître de prochains recouvrements. Déjà Nordmende est passé sous le contrôle de Thomson-Saunders. Telefunken pourra-t-il résister ?

Le P.S. organise à Rouen un colloque sur les inégalités en Europe

« Une attaque frontale est nécessaire pour briser la mécanique cumulative des disparités »

Dans le cadre de sa campagne pour les élections européennes, le parti socialiste tient, ce vendredi 11 mai à Rouen, un colloque sur les inégalités en Europe, auxquelles participent un certain nombre de personnalités étrangères. La base en est le document de deux cents pages, paru dans les deux rapports sur le thème « L'Europe et les inégalités », par M. Pierre Uri et M. Strauss-Kahn, professeur à Nancy et l'un des animateurs du centre de recherches sur l'épargne de M. Babeau.

La première partie, la plus volumineuse, est consacrée à desir les faits. Elle rappelle les principales données chiffrées des disparités en Europe, notamment dans les domaines de la production, de la consommation, de la population, de la structure, de la répartition des revenus et de la consommation dans la Communauté. En France, l'importance des disparités est la dernière de l'Union européenne, ce qui est dû à la faible croissance de la production, de la consommation, de la population, de la structure, de la répartition des revenus et de la consommation dans la Communauté.

La seconde originalité du rapport est de montrer, chiffres à l'appui, de façon souvent saisissante, les disparités entre les régions de l'Europe. Les disparités sont les plus fortes en Europe, et dans le double aspect d'une part de la production, d'autre part de la consommation, de la population, de la structure, de la répartition des revenus et de la consommation dans la Communauté.

Les disparités sont les plus fortes en Europe, et dans le double aspect d'une part de la production, d'autre part de la consommation, de la population, de la structure, de la répartition des revenus et de la consommation dans la Communauté.

Les disparités sont les plus fortes en Europe, et dans le double aspect d'une part de la production, d'autre part de la consommation, de la population, de la structure, de la répartition des revenus et de la consommation dans la Communauté.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		10 MAI		9 MAI		8 MAI		7 MAI	
	+ bas	+ haut	en +	en -	en +	en -	en +	en -	en +	en -
\$ E.-U.	6,5405	6,5380	-105	-135	-270	-225	-745	-60	-745	-60
£ S.M.	2,7770	2,7830	-100	-125	-160	-225	-645	-50	-645	-50
DM (100) ..	2,2005	2,2120	+ 10	+ 20	+ 35	+ 50	-10	-20	-10	-20
Yen (100) ..	241,80	242,10	+ 10	+ 20	+ 40	+ 50	-10	-20	-10	-20
DKK (100) ..	2,0085	2,0120	-100	-115	-240	-210	-540	-40	-540	-40
Fin. (100) ..	2,1610	2,1720	+ 10	+ 20	+ 40	+ 50	-10	-20	-10	-20
Fr. (100) ..	14,4130	14,4290	-100	-115	-240	-210	-540	-40	-540	-40
Gr. (100) ..	1,3610	1,3670	+ 10	+ 20	+ 40	+ 50	-10	-20	-10	-20
It. (100) ..	5,5380	5,5490	-100	-125	-260	-230	-710	-60	-710	-60
£ (100) ..	5,9555	5,9590	-100	-125	-260	-230	-710	-60	-710	-60

TAUX DES EURO-MONNAIES

MONNAIE	10 MAI	9 MAI	8 MAI	7 MAI
\$ E.U. - F.	11,70	11,72	11,74	11,76
£ S.T. - F.	11,70	11,72	11,74	11,76
DM - F.	11,70	11,72	11,74	11,76
Yen - F.	11,70	11,72	11,74	11,76

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les devises les plus indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

CONSTRUCTION

Une enquête des associations familiales sur l'aide personnalisée au logement

Une politique sociale du bas de l'échelle

Les X... ont un enfant si habilement, dans un logement H.M., un F. Les revenus mensuels du ménage sont de 2 350 F. Leur loyer, charges comprises, s'élève à 300 F. mais, grâce à une A.P.L. (aide personnalisée au logement) mensuelle de 1 050 F., ils ne paient que 90 F. de loyer. Ce fait favorise leur revenu (1515 F. de leurs ressources) leur laisse pour vivre 2 265 F.

M. X... envia le sort de son voisin, M. Y..., qui, dans la même situation que lui, n'en a pas un F. Le même loyer, gagne par mois 600 F. de plus que lui, soit 2 865 F. Il a tort. En effet, M. Y..., lui, en raison des mystères des formules du calcul de l'A.P.L., et de ses revenus plus élevés, ne touche que 100 F. d'A.P.L., ce qui lui laisse à acquitter un loyer de 712 F. (soit 2 155 F. de ses revenus), il ne lui reste pour vivre que 2 148 F., un peu moins que M. X... De quel vous dépouiller d'assayer d'améliorer votre situation.

Ces chiffres extraits d'une enquête menée par l'Union nationale des associations familiales (UNAF) sur le versement de l'A.P.L. illustrent l'effet de seuil et ses effets néfastes. Certes, la situation des plus pauvres est largement améliorée par rapport à l'ancien système. Cette famille nombreuse (sept enfants) dont le père gagne 2 500 F. par mois, ne paie plus que 50 F. de loyer. Avec l'A.P.L., il ne paie que 100 F. En revanche, il ne lui reste pas non plus pour le loyer. L'A.P.L. lui laisse plus que faiblement. A Marseille, où un programme H.M. envisage de réhabilitier un immeuble ancien dégradé, l'association familiale de la hausse des loyers et du versement de l'A.P.L. se préoccupe par une amélioration pour 64 % des familles. Mais pour 31 % d'entre elles, le loyer résiduel fera plus que doubler. Quel que soit l'effort, entreprise par exemple, de 210 F. à 487 F.

Enfin, les salaires d'allocation familiales qui versent l'A.P.L. sont bien d'être toutes à même de la faire en temps et en heure. Dans certains cas, le retard de versement est déjà de plusieurs mois.

Certes, l'étude de l'UNAF ne peut être que limitée, puisqu'on ne connaît pas le montant de l'A.P.L. pour les millions de familles. Mais les constatations faites sur les anomalies du nouveau système sont suffisamment inquiétantes pour que l'UNAF réclame que le sort de revenus subit duquel l'A.P.L. ne sera plus versée soit porté à 6 000 F. pour deux enfants, qui n'ont pas plus de 10 ans, et à 8 000 F. pour deux enfants, qui n'ont pas plus de 10 ans, et à 10 000 F. pour deux enfants, qui n'ont pas plus de 10 ans.

Faut-il de quoi, disent les responsables de l'UNAF, l'A.P.L. restera une « mesure d'assistance » aux plus déshérités, symbole d'une « politique sociale du bas de l'échelle ».

■ **ERRATUM.** — Une coquille typographique dans le Monde du 11 mai (page 36), nous a fait tirer le papier du notre correspondant à Bonn, Jean Weitz :

« Cinq millions de DM nous ont été remis dans le Ritar pour le 11 mai (page 36), nous a fait tirer le papier du notre correspondant à Bonn, Jean Weitz :

« Cinq millions de DM nous ont été remis dans le Ritar pour le 11 mai (page 36), nous a fait tirer le papier du notre correspondant à Bonn, Jean Weitz :

« Cinq millions de DM nous ont été remis dans le Ritar pour le 11 mai (page 36), nous a fait tirer le papier du notre correspondant à Bonn, Jean Weitz :

« Cinq millions de DM nous ont été remis dans le Ritar pour le 11 mai (page 36), nous a fait tirer le papier du notre correspondant à Bonn, Jean Weitz :

« Cinq millions de DM nous ont été remis dans le Ritar pour le 11 mai (page 36), nous a fait tirer le papier du notre correspondant à Bonn, Jean Weitz :

« Cinq millions de DM nous ont été remis dans le Ritar pour le 11 mai (page 36), nous a fait tirer le papier du notre correspondant à Bonn, Jean Weitz :

« Cinq millions de DM nous ont été remis dans le Ritar pour le 11 mai (page 36), nous a fait tirer le papier du notre correspondant à Bonn, Jean Weitz :

« Cinq millions de DM nous ont été remis dans le Ritar pour le 11 mai (page 36), nous a fait tirer le papier du notre correspondant à Bonn, Jean Weitz :

« Cinq millions de DM nous ont été remis dans le Ritar pour le 11 mai (page 36), nous a fait tirer le papier du notre correspondant à Bonn, Jean Weitz :

pour améliorer un immeuble en mauvais état, il aurait surpris que le résultat soit une telle progression.

L'effet de ségrégation du nouveau système risque, dans ces conditions, d'être plus fort que par le passé.

Quant à l'accession à la propriété, c'est pour l'instant qu'elle paraît la plus problématique. C'est pour vingt ans que l'on s'attendait à la construction d'une maison. Les années passant, le nombre des années à charge diminue et avec elle le montant de l'A.P.L. Le moment même où le montant des mensualités augmente et où le temps des réparations importantes arrive, il ne reste qu'à souhaiter une amélioration suffisante du revenu du ménage pour compenser cet effort accru.

Enfin, les salaires d'allocation familiales qui versent l'A.P.L. sont bien d'être toutes à même de la faire en temps et en heure. Dans certains cas, le retard de versement est déjà de plusieurs mois.

Certes, l'étude de l'UNAF ne peut être que limitée, puisqu'on ne connaît pas le montant de l'A.P.L. pour les millions de familles. Mais les constatations faites sur les anomalies du nouveau système sont suffisamment inquiétantes pour que l'UNAF réclame que le sort de revenus subit duquel l'A.P.L. ne sera plus versée soit porté à 6 000 F. pour deux enfants, qui n'ont pas plus de 10 ans, et à 8 000 F. pour deux enfants, qui n'ont pas plus de 10 ans, et à 10 000 F. pour deux enfants, qui n'ont pas plus de 10 ans.

Faut-il de quoi, disent les responsables de l'UNAF, l'A.P.L. restera une « mesure d'assistance » aux plus déshérités, symbole d'une « politique sociale du bas de l'échelle ».

■ **ERRATUM.** — Une coquille typographique dans le Monde du 11 mai (page 36), nous a fait tirer le papier du notre correspondant à Bonn, Jean Weitz :

« Cinq millions de DM nous ont été remis dans le Ritar pour le 11 mai (page 36), nous a fait tirer le papier du notre correspondant à Bonn, Jean Weitz :

« Cinq millions de DM nous ont été remis dans le Ritar pour le 11 mai (page 36), nous a fait tirer le papier du notre correspondant à Bonn, Jean Weitz :

« Cinq millions de DM nous ont été remis dans le Ritar pour le 11 mai (page 36), nous a fait tirer le papier du notre correspondant à Bonn, Jean Weitz :

« Cinq millions de DM nous ont été remis dans le Ritar pour le 11 mai (page 36), nous a fait tirer le papier du notre correspondant à Bonn, Jean Weitz :

« Cinq millions de DM nous ont été remis dans le Ritar pour le 11 mai (page 36), nous a fait tirer le papier du notre correspondant à Bonn, Jean Weitz :

« Cinq millions de DM nous ont été remis dans le Ritar pour le 11 mai (page 36), nous a fait tirer le papier du notre correspondant à Bonn, Jean Weitz :

« Cinq millions de DM nous ont été remis dans le Ritar pour le 11 mai (page 36), nous a fait tirer le papier du notre correspondant à Bonn, Jean Weitz :

« Cinq millions de DM nous ont été remis dans le Ritar pour le 11 mai (page 36), nous a fait tirer le papier du notre correspondant à Bonn, Jean Weitz :

« Cinq millions de DM nous ont été remis dans le Ritar pour le 11 mai (page 36), nous a fait tirer le papier du notre correspondant à Bonn, Jean Weitz :

ÉTRANGER

En République fédérale

RALENTISSEMENT DE LA HAUSSE DES PRIX

En Allemagne fédérale, les prix de détail ont augmenté de 0,3 % en avril par rapport à mars. Si elle est encore forte pour un pays « sage » comme l'Allemagne de l'Ouest, la hausse d'avril doit tout de même une nette décélération par rapport aux trois premiers trimestres : + 1,1 % en janvier, + 0,8 % en février, + 0,7 % en mars. Ainsi le rythme de l'inflation est-il revenu à 7,4 % l'an au cours des trois derniers mois (février, mars, avril), contre 8,7 % au cours du premier trimestre.

D'avril 1978 à avril 1979, l'indice des prix de détail a augmenté de 8,7 %. Les experts économétriques estiment que la hausse du coût de la vie sera cette année de 8,5 %, dans la meilleure des hypothèses, contre 9 % prévu initialement. En fait, la hausse des prix de détail en R.F.A. pourrait s'éléver à 8,5 % cette année, puisqu'il suffirait pour cela que le coût de la vie augmente chaque mois de 0,2 %.

A la V^e CRUCED de Manille

LE JAPON A DÉCUI LES ESPIRS DES PAYS PAUVRES

Manille (A.F.P.). — Le Japon n'a pas répondu aux espoirs qu'avait suscités dans le tiers monde la venue du premier ministre nippon à la V^e Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) qui se tient à Manille pour les sessions d'été.

La présence de M. Ohira dans la capitale philippine devait marquer dans l'esprit des dirigeants des pays en voie de développement le premier ministre japonais. L'opinion publique a confirmé son intention d'accroître l'aide publique au développement (APD) de 600 millions de dollars supplémentaires et de poursuivre l'atténuation de la dette.

La conférence internationale Nations d'urgence pour le développement a été ouverte à Manille par le président de la République philippine. Le Japon a promis de verser 100 millions de dollars supplémentaires à la Communauté européenne en 1979.

Le Japon a promis de verser 100 millions de dollars supplémentaires à la Communauté européenne en 1979.

Le Japon a promis de verser 100 millions de dollars supplémentaires à la Communauté européenne en 1979.

Le Japon a promis de verser 100 millions de dollars supplémentaires à la Communauté européenne en 1979.

Le Japon a promis de verser 100 millions de dollars supplémentaires à la Communauté européenne en 1979.

Le Japon a promis de verser 100 millions de dollars supplémentaires à la Communauté européenne en 1979.

Le Japon a promis de verser 100 millions de dollars supplémentaires à la Communauté européenne en 1979.

Le Japon a promis de verser 100 millions de dollars supplémentaires à la Communauté européenne en 1979.

Le Japon a promis de verser 100 millions de dollars supplémentaires à la Communauté européenne en 1979.

Le Japon a promis de verser 100 millions de dollars supplémentaires à la Communauté européenne en 1979.

Le Japon a promis de verser 100 millions de dollars supplémentaires à la Communauté européenne en 1979.

Le Japon a promis de verser 100 millions de dollars supplémentaires à la Communauté européenne en 1979.

ou qui est faible, même en R.F.A. et surtout une nette régression par rapport à l'année précédente.

Le regain d'inflation de l'économie allemande s'est donc limité à la hausse des prix de détail. Le « sprint » mondial n'a pas été poursuivi. Malgré les mauvaises nouvelles, les indices qu'on peut attendre en avril, mai, juin en France (1), malgré une hausse des prix qui pourrait atteindre les 10 % (+ 0,7 % en 1978), la différence du taux d'inflation français avec celui de la R.F.A. pourrait se trouver réduit.

NOUVEAUX ACHATS DE CÉRÉALES AMÉRICAINES PAR L'U.R.S.S.

L'U.R.S.S. vient d'acheter 1,15 million de tonnes de maïs aux États-Unis pour livraison avant le 30 septembre prochain, annonce le département américain de l'Agriculture.

Ces achats portent à 8,8 millions de tonnes de maïs et 2,3 millions de tonnes de blé livrables avant le 30 septembre prochain les céréales que l'U.R.S.S. a achetées aux États-Unis pour l'année agricole en cours.

Ces achats sont effectués dans le cadre d'un accord de 1978-1979, selon lequel l'U.R.S.S. s'est engagé à acheter annuellement un minimum de 12 millions de tonnes de maïs et de blé aux États-Unis, en échange de quoi les États-Unis s'engagent à acheter annuellement 12 millions de tonnes de maïs et de blé aux États-Unis.

En 1977-1978, les achats de l'U.R.S.S. dans le cadre de cet accord avaient totalisé 14,8 millions de tonnes de maïs et de blé, indépendamment de l'accord.

L'U.R.S.S. a déjà acheté aux États-Unis pour l'année en cours 800 000 tonnes de maïs et 300 000 tonnes de blé.

■ **Le Chêne vu accablé de constats** — Les constats de la C.E.A. qui annoncent dans un rapport publié le 10 mai, que le Chêne a subi une perte de 12,5 millions de tonnes de bois, sur un total de 120 millions de tonnes.

Le Chêne a subi une perte de 12,5 millions de tonnes de bois, sur un total de 120 millions de tonnes.

Le Chêne a subi une perte de 12,5 millions de tonnes de bois, sur un total de 120 millions de tonnes.

Le Chêne a subi une perte de 12,5 millions de tonnes de bois, sur un total de 120 millions de tonnes.

Le Chêne a subi une perte de 12,5 millions de tonnes de bois, sur un total de 120 millions de tonnes.

Le Chêne a subi une perte de 12,5 millions de tonnes de bois, sur un total de 120 millions de tonnes.

Le Chêne a subi une perte de 12,5 millions de tonnes de bois, sur un total de 120 millions de tonnes.

Le Chêne a subi une perte de 12,5 millions de tonnes de bois, sur un total de 120 millions de tonnes.

Le Chêne a subi une perte de 12,5 millions de tonnes de bois, sur un total de 120 millions de tonnes.

Le Chêne a subi une perte de 12,5 millions de tonnes de bois, sur un total de 120 millions de tonnes.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE VEUVE MORIN-PONS

Le conseil d'administration de la Banque Veuve Morin-Pons, Paris, se réunit le 28 avril 1979, à 10 heures, pour approuver les comptes de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Après avoir examiné les comptes de l'exercice 1978, le conseil a approuvé les comptes de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.



THE SHIP

En Algérie

LA FIRME OUEST-ALLEMANDE EN FAILLITE SERAIT RENVOUÉE

(De notre correspondant.)

Alger. — Après avoir reconnu les responsabilités des dirigeants de la West Deutsches Landbank, organisme semi-public ouest-allemand, les pouvoirs publics ont décidé de reprendre les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

En Algérie

LA FIRME OUEST-ALLEMANDE EN FAILLITE SERAIT RENVOUÉE

(De notre correspondant.)

Alger. — Après avoir reconnu les responsabilités des dirigeants de la West Deutsches Landbank, organisme semi-public ouest-allemand, les pouvoirs publics ont décidé de reprendre les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

Les chantiers abandonnés par la firme Bepin et Montanari, de Düsseldorf, qui a fait faillite.

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale d'Électricité, Paris, se réunit le 28 avril 1979, à 10 heures, pour approuver les comptes de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Après avoir examiné les comptes de l'exercice 1978, le conseil a approuvé les comptes de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

Le conseil a également approuvé la répartition des bénéfices de l'exercice 1978 et la présentation des comptes de l'exercice 1979.

6 bonnes raisons pour prendre les bateaux Brittany Ferries.

6 idées d'évasion parmi beaucoup d'autres...

Car les bateaux Brittany Ferries qui partent chaque jour de Roscoff et de Saint-Malo vers Plymouth ou Portsmouth ont pour chaque semaine une destination différente.

Des week-ends. Des séjours. Des croisières. A des tarifs et forfaits avantageux pour toutes les bourses.

■ **GRATUIT.** Pour tout automobiliste se rendant au Pays de Galles avec Brittany Ferries en 1979, 2 nuits dans les B&B de Bretagne de son choix à Brittany Ferries en basse saison.

■ **GRUPPES.** Tarifs spéciaux à partir de 10 ou 15 passagers voyageant ensemble.

■ **75 %** de jours de liberté en Grande-Bretagne avec votre voiture et 6 nuits dans des hôtels britanniques soigneusement sélectionnés (hors par personne, traversée du véhicule comprise).

■ **CADEAU.** A l'achat d'un billet

Number of hauls	<i>P. setiferus</i> (%)	<i>P. setiferus</i> + <i>P. setiferus</i> + <i>P. setiferus</i> (%)
1	10	90
2	20	80
3	30	70
4	40	60
5	50	50
6	60	40
7	70	30
8	80	20
9	85	15
10	90	10